

# Un nouvel espace politique démocrate, écologiste et humaniste

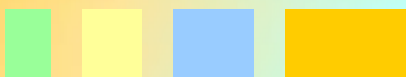


## Actes de La Journée de Sèvres

*le 1<sup>er</sup> mai 2010*

### Avertissement

Le présent document est la propriété collective des participants à la journée de Sèvres.  
Il peut être librement reproduit, distribué et modifié dans les conditions de la licence  
Creative Commons BY-NC-SA 2.0



## La Journée de Sèvres, 1<sup>er</sup> mai 2010

**Corinne Lepage**, ancienne Ministre de l'Environnement, Députée européenne, Présidente de CAP21 et cofondatrice de Terre Démocrate, a eu le plaisir de vous inviter à une journée d'échange et d'information sur le thème :

### ***Un nouvel espace politique démocrate, écologiste et humaniste***

Cette journée s'est tenue :

*le samedi 1<sup>er</sup> mai 2010  
de 10 heures 30 à 16 heures 30*

*Hôtel Novotel Pont de Sèvres  
11 - 13, Grande Rue  
92310 SEVRES*

*Métro                    ligne 9 – station "Pont de Sèvres"  
Tramway                ligne T2 – station "Musée de Sèvres"*

Au cours de cette rencontre, nous avons partagé nos analyses respectives sur les défis sociaux, économiques, financiers et écologiques sans précédent que rencontrent l'Europe et la France, et nous avons réfléchi ensemble aux pistes de progrès qui s'offrent à nous pour transformer les désordres auxquels nous sommes confrontés en opportunités pour notre avenir et celui de notre planète.

#### **Éléments de réflexion pour la journée**

L'état général de la France et des Français est mauvais. Très peu de solutions innovantes se sont dégagées pour améliorer notre vie quotidienne.

Pour répondre aux défis sociaux, économiques, financiers et écologiques sans précédent que rencontrent l'Europe et la France, la méthode directive, autoritaire et centralisée employée depuis 2007 n'a pas permis de dégager un consensus national sur les grandes évolutions qu'attend notre pays.

De nouvelles voies pour l'action politique et son exercice démocratique doivent être explorées. Ces voies, qui passent par le débat avec les Français, doivent offrir une large place à l'initiative citoyenne.

Quel panorama politique pour la sensibilité démocrate, écologiste et humaniste ? Quel calendrier pour inscrire cette ambition dans une perspective électorale ? Quels outils et quels réseaux pour bâtir un projet cohérent pour notre temps ? Telles sont quelques unes des questions sur lesquelles il vous est proposé de réfléchir lors de cette journée du 1<sup>er</sup> mai 2010.

Au-delà du partage des réflexions et analyses, nous avons débattu librement des pistes concrètes de travail à envisager pour le futur proche.

#### **Comité d'organisation**

Coordination générale, invitations, partenariats  
**Antoine Dupin, Laurent Haddad et Christian Romain**

Conception et organisation de la journée  
Production et réalisation des Actes  
**Eric Julliard**

Supervision et support méthodologique  
**Laurent Haddad et Eric Julliard**

Accueil des participants  
**Colette Gissingier**

Logistique et régie technique  
**Bernard Malaguti**

Animation de la matinée  
**Christian Romain**

Animation de l'après-midi  
**Caroline Gans**



## Le programme de la matinée

---

10h00	Début de l'accueil des participants	<b><u>Les objectifs de la matinée</u></b>
10h30	Mot d'accueil Précisions sur le déroulement sur la matinée	Décrire la physionomie et les contours de l'espace politique démocrate, écologiste et humaniste qui se dessine en France.
10h35	Pourquoi cette journée ?	Echanger sur les principales caractéristiques de cet espace et partager une vision.
10h45	<b>Stéphane Rozès</b>  Un nouvel espace politique	Esquisser le projet politique idéal, imaginer le parti politique idéal pour occuper cet espace, et déterminer la place du citoyen dans celui-ci.
11h15	<b>Corinne Lepage</b>  Quatre pactes pour une révolution démocratique	<b><u>Les intervenants – Bio express</u></b>  Ancien directeur de l'institut CSA, <b>Stéphane Rozès</b> est politologue, Président de la société " <i>Conseil, Analyses et Prospectives</i> " et enseignant à l'Institut d'Etudes Politiques et HEC.
11h45	Séance de travail collectif Remue-méninges	
12h30	Séance plénière Restitution des travaux	
12h45	Déjeuner libre	<b>Corinne Lepage</b> est avocate spécialisée en droit de l'environnement, ancienne Ministre de l'Environnement, Députée européenne, Présidente de CAP21 et cofondatrice de Terre Démocrate.

---

## Un nouvel espace politique démocrate, écologiste et humaniste

par *Stéphane ROZES*

Corinne Lepage m'a demandé d'avancer quelques éléments d'analyse et de réflexion sur ce que devrait être l'espace politique dont vous portez les valeurs, un espace démocrate, écologiste et humaniste.

Lorsque j'ai commencé le métier qui était le mien, celui de politologue sondeur, dans les années 80, on disait à l'époque que les hommes politiques avaient leur électorat. C'était l'idée que dans la vie politique française, c'étaient les hommes politiques qui décidaient, par leur positionnement, de la façon dont le pays allait se structurer politiquement.

Ce n'est plus le cas. Ce n'est plus ce qui se passe dans le pays. Les hommes politiques souhaiteraient que ce soit toujours le cas. Les journalistes, qui aiment bien la stabilité, aimeraient que ce soit toujours le cas. Ce n'est plus la réalité.

A chaque moment électoral, les prévisions sont apparemment déjouées, et ce qui marque plutôt la vie politique, c'est le fait que c'est le pays qui conduit ce qui se passe dans la vie politique.

Bien sûr, le pays n'a pas la maîtrise des personnalités politiques qui vont émerger. Mais au travers des sondages, et au travers des moments électoraux, des grands moments électoraux, je ne suis pas en train de dire que c'est le pays qui décide de son sort, je suis en train de dire que c'est le pays qui sélectionne.

Et donc ce n'est plus l'idée que les hommes politiques sont des pasteurs qui doivent réunir plus ou moins bien leurs brebis, non. C'est plutôt la métaphore du banc de poissons, où la société, les individus, avec leur intelligence, avec leur investissement, choisissent à un moment des formations politiques pour s'y engager, pour voter pour elles, et des hommes politiques qui représentent l'idée qu'ils se font de ce qui doit advenir pour le pays.

Bon, vous évidemment, vous êtes des militants, vous êtes des gens engagés. Vous passez du temps, vous donnez de votre temps à une grande cause, et vous êtes des éléments de structuration de cela : dans votre investissement, sur les territoires, de façon associative, dans les formations dans lesquelles vous pouvez vous retrouver.

Mais j'imagine qu'il y a dix ou quinze ans, vous n'étiez pas forcément au même endroit. Certains d'entre vous, oui. Mais les citoyens sont maintenant comme cela. Et donc la question de savoir quel est l'espace politique pour les valeurs que vous représentez – démocrates, écologistes et humanistes – ne se pose pas indépendamment de ce qui se passe aujourd'hui dans le pays et des réponses qu'il faut apporter au pays. Parce que c'est cela qui va structurer les temps qui viennent : les rendez-vous électoraux, les investissements des citoyens sur le territoire.

Alors je vais être assez bref. Ensuite vous m'interrogerez sur des éléments de précision, et ensuite vous irez au fond durant toute cette journée entre vous.

Il faut le dire d'abord : il y a une spécificité française. Il y a un mal être aujourd'hui de la France et des Français, alors même que comparée aux autres pays ... La situation est inquiétante du point de vue des déficits, la situation est inquiétante du point de vue du caractère de plus en plus inégalitaire de notre système économique et social, la situation est inquiétante du point de vue de la précarité des individus au quotidien ... Mais si on compare par rapport à d'autres pays, la situation n'est, objectivement comme on dit, pas pire que dans beaucoup d'autres pays.

Par contre, c'est dans notre pays que le pessimisme est le plus fort. C'est dans notre pays que des individus pensent le plus que l'avenir sera un avenir mauvais. Et donc il y a une spécificité dans notre pays. Il faut s'y arrêter deux minutes.

Ce n'est pas seulement lié au chômage et à la précarité, à la crainte de cela. C'est lié au fait que dans un pays comme le nôtre, ce qui fonde la capacité des individus à être confiants dans leur avenir, dans leur entourage, c'est une chose : c'est la capacité à regarder ensemble dans la même direction.

Et regarder ensemble dans la même direction, ça a été pendant des décennies porté par l'idée de "*progrès automatique*". Alors quand on était à gauche, c'était plus le social ; quand on était à droite, c'était plus le marché qui portait le progrès. Et puis ça a été porté par quelque chose de très important auquel le pays ne renonce pas, c'est l'idée que les politiques européennes, mécaniquement, permettaient aux Français de penser que l'Europe c'était la France en grand.

Eh bien dans la dernière période, tous ces moteurs qui permettaient aux individus de se projeter dans l'avenir positivement – le progrès, le marché, l'Europe – sont tombés en panne.

Et le politique est revenu. Le politique est revenu lors de la dernière élection présidentielle, au travers des figures de Nicolas Sarkozy, François Bayrou, Ségolène Royal. Le politique est revenu, parce que les gens se sont précipités aux urnes.

On avait toujours dit que les gens n'allaient plus voter. Les gens sont allés voter comme jamais depuis les années 60. Pourquoi ? Parce que le pays, constatant que l'Europe n'était plus - momentanément, même s'ils le regrettaient momentanément - la France en grand, ils sont allés chercher trois personnalités politiques qui disaient, en commun : *"Là où doit aller le pays, c'est en fonction de ce qu'on aura décidé ensemble"*.

Et Royal, Bayrou, Sarkozy disaient - c'était leur caractéristique et c'est pour cela que l'opinion les a repérés et est allé les chercher, ceux-là et pas les autres - : *"Nous irons non pas en fonction de contraintes extérieures dans lesquelles vous ne vous retrouvez plus : la complexité, la globalisation, Bruxelles, Matignon, les experts, les compétents, les sachants, tous ceux qui savent très bien ... Non, on ira en fonction de ce qu'on aura décidé, nous"*.

Et ce moment là a été un moment tout à fait décisif pour le pays. C'est pour cela que le pays s'est précipité aux urnes, même si, dans les dernières semaines de la campagne, les uns et les autres étaient un peu dubitatifs sur leur propre candidat. L'essentiel, c'était de remettre à l'Elysée quelqu'un qui dise : *"Là où l'on va, c'est ce qu'on aura décidé ensemble"*.

C'est le retour du politique. Et Nicolas Sarkozy est celui qui a réussi à faire une synthèse. Il a fait une synthèse parce que le pays est sur l'idéal.

Vous m'avez demandé de travailler sur l'espace politique idéal. Sur l'idéal, le pays est sur les fondamentaux de notre Histoire : l'égalité, la Nation, la République, la laïcité ... Liberté, Egalité, Fraternité ... Ca c'est l'idéal.

Mais au quotidien, les individus, eux, ne sont pas tout à fait à la hauteur de l'idéal. Vous le savez, vous êtes des militants, vous le voyez bien. Les individus vous disent : *"Faudrait faire ça !"*. Vous constatez au quotidien que les individus ne font pas exactement ce qui vous porte, vous. Il y a une contradiction entre ce que souhaitent les individus et ce qu'ils font.

Alors je crois qu'on peut résumer, d'ailleurs, la victoire de Nicolas Sarkozy en disant que le pays est sur l'idéal, sur des valeurs assez communes et égalitaires qui porterait le pays plutôt culturellement à gauche. Et, sur les conduites des individus, le possible, il est souvent politiquement à droite.

Et Nicolas Sarkozy est celui qui a réussi en cours de campagne, parce qu'il travaille, parce qu'il est intelligent, parce qu'il a fait preuve d'une grande capacité en jouant du tango avec le pays, il a réussi à faire un peu cette articulation.

Il disait à la fois aux individus *"Vous, vous êtes bien. Le problème c'est votre voisin d'à côté"*, et à la fois, pour le second tour de la présidentielle, parler de la France, de Gaulle, Jaurès ... Il a su articuler, comme un Bonaparte, cette contradiction du pays.

Et le pessimisme aujourd'hui du pays, après les régionales, dans le moment actuel, ne vient pas seulement du fait que les individus estiment que Nicolas Sarkozy n'est pas à la hauteur de sa promesse. Pas seulement, pas seulement !

Ce n'est pas seulement parce qu'ils constatent qu'il y a une contradiction entre ce que dit Nicolas Sarkozy et ce qu'il fait : une contradiction entre le retour de l'Etat - qu'il appelle avec la crise, le grand emprunt - et des réformes qui semblent annoncer le retrait de l'Etat, entre ce qu'il dit vouloir sauver du modèle social français et le sentiment que *"Est-ce qu'il ne détricote pas ?"*, ce qu'il dit sur le retour de la politique et le sentiment que *"Non, ce n'est peut-être pas le retour de la politique, c'est peut-être le retour de son autorité, d'une vision autoritaire des choses"*.

La crise du pays ne se résume pas à la déception à l'égard de Nicolas Sarkozy, au fait qu'il incarne ... Cela, tout le monde le lui reconnaît. Il est responsable. Il ne dit pas : *"Ce n'est pas moi, c'est les autres"*. Mais il est dans une difficulté à construire un récit.

La crise du pays est plus profonde. Et c'est pour cela qu'il faut le prendre en compte sur l'espace qui est le vôtre. Comment le constituer pour répondre aux problèmes du pays ? La crise est plus profonde parce que les incohérences de Nicolas Sarkozy réveillent les incohérences du pays et des individus.

Les individus, quand la crise financière et climatique arrive, nous disent : *"La crise était inévitable, elle est systémique, elle est durable"*. Pourquoi les individus disent-ils cela ? Parce que les individus sont scindés. Ils disent des choses et ils font le contraire, je viens d'en parler. Ils disent *"Vive le commun, la mixité sociale ..."* et dans la réalité, dans les territoires, ils se mettent à l'abri des autres, ils se mettent à côté des autres.

Comme consommateurs, ils veulent avoir les meilleurs produits possibles, et à la fois comme salariés, ouvriers, catégories populaires ou cadres, ils se disent *"Mais est-ce que mes comportements de consommation ne sont pas en train de remettre en cause le modèle social ?"*. Ils veulent continuer à se distinguer des autres, et à la fois ils se disent *"Mais cette production que je souhaite, cette consommation que je souhaite, est-ce qu'elle est véritablement compatible avec les ressources de la planète ? Est-ce qu'en agissant comme cela au quotidien, je ne mets pas en cause l'avenir de mes enfants ?"*.

Et les individus sont comme cela, dans ces contradictions. Ils se déploient dans ces contradictions. Et donc ils disent que la crise financière des *subprimes*, la crise climatique viennent leur rappeler que les conduites individuelles de court terme pour des raisons d'intérêt ne peuvent pas prévaloir sur l'idée qu'ils se font du souhaitable de long terme.

Et donc, dans les études, ils nous disent : *"L'environnement doit primer sur l'impératif économique"* ; et au quotidien, comme ils doivent payer leurs traites, assurer les revenus de leur famille, ils disent : *"Ah, ce serait bien quand même que le système tienne !"*.

C'est de là je crois qu'il faut partir pour comprendre la question de l'espace politique qui est le vôtre.

Si les individus nous disent, dans les études, c'est-à-dire ce qu'ils souhaiteraient, que l'écologie prime sur l'économie, il faut l'interpréter. Cela veut dire en fait qu'ils nous disent que comme ils ne peuvent pas se projeter dans l'avenir à partir du modèle ancien en pensant que demain sera mieux pour soi ou pour ses enfants, alors ils pensent que la question écologique, c'est-à-dire la crise climatique, est une façon ici et maintenant de *"refaire du commun"* entre les individus alors que les inégalités sociales se creusent, pour dire : *"Nous devons de façon égale, parce que nous avons tous des enfants, confrontés au même défis, qui sont des défis de ressources de la planète, tous nous mettre d'accord autour d'une table pour repenser ce qui fait le bonheur et notre nécessaire modèle de société"*.

C'est comme cela qu'il faut interpréter ce que nous disent les individus. Quand ils nous disent : *"Avec la crise, je vais consommer moins mais je vais consommer mieux"*, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que comme le champ du possible pour les individus est en train de se restreindre à cause de la crise, ils vont avoir moins d'argent. Ils sont en train de se dire : *"Mais, finalement, qu'est-ce qui fait le bonheur ? Qu'est-ce qui est important dans la vie ?"*. C'est la question du sens, n'est-ce pas.

Les salariés de l'automobile disent : *"Il faut que l'automobile continue à vivre parce qu'il faut que je fasse vivre ma famille"*, mais ils disent dans le même moment : *"Cela aurait été quand même bien que l'industrie automobile s'interroge sur le fait de savoir si les*

*automobiles qu'on était en train de produire correspondaient aux besoins de la société". Evidemment, ils ont en tête la question environnementale, la question de la pollution.*

Donc ce que je suis en train de vous dire, c'est que le militantisme des individus - qu'il soit associatif ou politique -, le vote des individus sont des façons d'essayer de trouver une sortie pas seulement aux grandes questions économiques, sociales ou d'intérêts sociaux, mais aussi à leurs propres contradictions.

Et donc l'espace politique qui est le vôtre, et l'espace politique de ceux qui existent en politique en ce moment en France dépend de la capacité à répondre non seulement aux grands enjeux collectifs, mais aussi aux tensions des individus. Et c'est pour cela que je crois que l'endroit où vous êtes, à partir des valeurs qui sont les vôtres et de la volonté ancienne de construire une cohérence, ici et maintenant, entre les questions économiques, les questions sociales et les questions écologiques, fait que vous êtes au centre du dispositif.

Vous n'êtes pas les seuls, mais vous êtes au centre du dispositif. Alors justement, un projet politique qui a pour vocation d'aider la collectivité nationale, les intérêts sociaux, les représentations d'intérêts et les contradictions des individus - ce qui existe aujourd'hui, que les acteurs en soient conscients ou pas - dépend de la capacité à répondre aux contradictions des individus.

Alors, dans le paysage politique, il y a en ce moment trois façons de répondre aux contradictions des individus. Il y a une première façon, qui est ce que j'appelle "l'incarnation". C'est ce qui s'est passé à la dernière présidentielle aux travers des figures Royal, Bayrou et Sarkozy. De nature différente, bien sûr, elles avaient toutes en commun de dire aux individus, face à leurs contradictions : *"Je vais établir un lien direct avec vous. Je suis responsable. Vous me connaissez. Entre moi et vous il n'y a personne, et je porte, par ce lien direct que j'ai avec vous, la résolution de vos contradictions"*.

Vous avez vu la dernière émission de Nicolas Sarkozy, c'était tout à fait cela. Il était au milieu de Monsieur et de Madame Untel, il leur disait : *"J'ai compris votre problème"*. A certains, il disait même : *"Votre problème est encore pire que ce que vous croyez. C'est pas normal"*. Et il laissait entendre, et on comprenait, qu'il allait s'occuper des problèmes non seulement du pays mais des individus. Donc il leur dit : *"Ayez confiance. Vous me connaissez. Les autres ont toujours esquivé leurs responsabilités. Moi je bosse pour vous. Je suis comme vous"*.

Cette réponse de l'incarnation était une condition nécessaire pour remettre à l'Elysée le lieu du politique. Mais, selon moi, elle ne répond pas à l'entièreté de la question. Et elle est très partielle. Voilà sur le fond.

Sur la forme, Nicolas Sarkozy occupe déjà ce créneau et je crois que le contre-modèle républicain, de nature différente - Ségolène Royal et François Bayrou -, a un double problème : c'est qu'ils répondent au Bonaparte Sarkozy sur un autre registre qui est le registre du contre-Bonaparte, mais qui n'est pas suffisant, n'est-ce pas.

On l'a vu. La difficulté du MoDem aux régionales et aux européennes a été sans cesse de se constituer comme un *"contre"* de Nicolas Sarkozy lors de ces deux scrutins. Quant à Ségolène Royal, après la présidentielle, elle est restée sur le registre qui était le sien et du coup, elle a peu à peu disparu.

Ce modèle de la contre-incarnation face au Bonaparte est un modèle qui ne répond pas à l'ampleur du problème de fond. Et surtout, politiquement et électoralement, il a un grand désavantage, c'est que se construisant face à Nicolas Sarkozy, il se rabaisse lui-même

puisqu'il se construit à partir d'un rabaissement qui ne répond pas aux problèmes du pays.

Donc je crois que cette réponse, qui repose essentiellement sur la qualité des individus, est une réponse qui est à la fois limitée et, tout à la fois, qui ne répond pas à l'ampleur de la question.

Il y a une seconde réponse, [incarnée par ce] qu'essaie de faire le Parti Socialiste, ou la gauche dans sa configuration. C'est une réponse dans laquelle il y a un logiciel qui demeure, qui est le logiciel de la gauche, que vous connaissez. C'est l'idée que la redistribution sociale et la correction de la croissance dans le temps vont construire de l'égalité pourvu qu'il y ait de bonnes politiques, de la volonté ...

Donc c'est un logiciel qui est un logiciel de la croissance, qui doit être bien orienté, bien construit. Evidemment, les socialistes ont pris en compte ce qui s'est passé dans le pays sur la question écologique. Mais leur conception des choses, c'est plutôt de sous-traiter, ou de considérer l'écologie comme étant un abondement du système de la croissance. Donc du coup, c'est un système qui dit : *"Avec le temps, vous allez voir que si on mène les bonnes politiques, nous allons arriver à faire que le modèle soit un modèle acceptable, plus social, plus écologique ..."*, mais en sous-traitant la question environnementale.

Je crois que l'espace politique qui est le vôtre est un espace qui à la fois se cherche et qui est l'espace central de la période.

Le pays est en mouvement, je l'ai dit. Les gens sur les territoires – vous devez le constater sur vos territoires – commencent à expérimenter les choses. Les gens sont dans leurs contradictions, ils essaient de trouver des cohérences.

Dans les consommations, les consommations de distinction des autres - le textile, l'automobile – s'abaissent. Bon, il y a eu l'effet d'aubaine en termes d'aide de l'automobile, mais tout ce qui est *"consommation de distinction"* sur les territoires commence à baisser, tout ce qui relie les individus, la téléphonie, les pratiques culturelles, les concerts, la vie de quartier, les musées, les expositions, le cinéma, le fait d'inviter des gens chez soi ... Sur les territoires, les individus sont en train de reconfigurer leur cohérence. Ils essaient de trouver, justement, ces principes, ces apaisements.

Dans les entreprises, les salariés commencent à peser pour faire en sorte que les entreprises soient plus soucieuses de leur empreinte sociale, sociétale et environnementale. Les consommateurs - un quart des consommateurs - lorsqu'ils achètent des biens et services, sont sensibles à ces éléments. Cela, c'est le pays qui est en mouvement sur les conduites, les conduites de consommateurs, les conduites sur les territoires.

Mais le pays est en mouvement aussi idéologiquement, politiquement. J'ai pris quelques indicateurs des sondages les plus récents. De 2007 – la présidentielle – à fin 2009, la sympathie partisane – le fait que des gens se retrouvent dans une formation politique – a terriblement bougé. Comme jamais.

Il y avait seulement 17 % [des gens] au moment de la présidentielle qui ne se sentaient proches d'aucune formation. C'est monté à 24, le fait de ne se retrouver dans aucune formation.

La préférence politique pour l'UMP est passée de 29 à 20. La préférence politique pour le PS est passée de 23 à 25. La préférence politique pour le MoDem est passée de 12 à 6. Et la préférence politique pour les écolos est passée de 5 à 11. Quand je dis "écolos",



c'est en général, les Verts et les autres formations politiques. Cela, c'est, quand on interroge les Français, les formations politiques dont ils se sentent les plus proches.

Puisque Corinne m'a invité, qu'on est un peu à son initiative ici, les bonnes opinions pour elle sont passées de 37 à 50. Elle est au niveau de ... José Bové est à 52, Cohn-Bendit 48, Bayrou 46, Duflot 32. Tout ce mouvement là, ce n'est pas les qualités des uns et des autres. C'est comment, au travers d'une image, les individus se projettent dans ce qu'ils croient être le mouvement, l'authenticité, les valeurs que portent les uns et les autres.

Un politologue, Pascal Perrineau, utilise un concept qui est de dire : il y a un espace "*centro-écologiste*". Moi je ne suis pas contre cette définition, sauf qu'elle a un inconvénient : c'est qu'elle part toujours du côté de l'offre politique. Or vous le sentez bien, le sujet n'est pas, avec des grilles de lecture anciennes, de constater des mouvements en haut sans voir les raisons, les interprétations fondamentales en bas.

En un mot, il a raison, d'un point de vue politologique, de dire les choses comme cela. Mais ça ne relate pas la profondeur des choses. Il ne suffit pas de constater que l'électorat qui s'est le plus abstenu, aux dernières régionales, a été l'électorat centriste. Il ne suffit pas de constater que beaucoup de centristes ont voté Europe Ecologie. Il s'agit de comprendre et d'interpréter le phénomène de fond, de sorte que les militants, les responsables que vous êtes, se disent : "*De quelle formation, de quel projet le pays a-t-il besoin ?*"

Eh bien je termine, parce que j'ai été un peu long. On va avoir un échange, peut-être pas sur le fond, mais peut-être des éléments de précision, parce que [le travail sur le fond] sera votre travail ensuite.

La question qui m'était posée, c'était : "*Dans l'absolu, que devrait être cet espace politique ? Comment devrait-il se constituer ?*". Eh bien sur le fond, cet espace politique doit donner non seulement des réponses collectives, mais des réponses individuelles. Investir les individus dans un processus, et faire ici et maintenant.

Parce que vous êtes frappés - en tout cas moi je suis frappé - de la différence entre les initiatives sur les territoires, la richesse des individus sur les territoires, de leur initiative, de leur intelligence, de ce qu'ils disent sur "*Moi dans mon unité de travail ...*", "*Moi dans mon quartier ...*", "*Moi dans mon association ...*". Au quotidien, finalement, ça ne va pas si mal que cela. L'inquiétude, c'est "*l'après*" et c'est le "*plus loin*", n'est-ce pas.

Il faut interpréter cela, parce que c'est une source d'optimisme très importante ! Il ne faut pas en rester aux seuls indicateurs nationaux. Il ne faut pas en rester aux seuls indicateurs. Quand vous rencontrez quelqu'un, vous lui dites "*Comment ça va ?*", vous avez le sentiment que ça ne va pas, mais en même temps, si vous creusez les choses, au quotidien ... En fait, qu'est-ce qu'il est en train de dire ? Il est en train de dire que lui a des ressources, lui est intelligent, lui a des capacités, et qu'il a le sentiment qu'il faudrait faire peu de choses pour pouvoir mettre ce qu'il est, son entourage, en mouvement.

Et c'est bien ça, objectivement, la situation de notre pays. Les Français disent à la fois "*On a le plus beau modèle social*", "*On est fiers de ce que l'on est*" et à la fois ce sentiment sans cesse d'être rabaissés par le quotidien, rabaissés par la représentation politique qui ne va pas chercher chez les individus ce qu'ils ont de mieux. Et dès que les individus se mettent en mouvement, dès qu'ils disent, qu'ils constatent "*Tiens ça, ça marche, comme expérience*", c'est un élément qui est tout à fait décisif.

Moi je le vois, par exemple sur les régionales, en région ont été expérimentées des choses. Dès que ce sont des projets concrets qui arrivent à mettre ensemble des chercheurs, des associatifs, des chefs d'entreprise autour d'un projet de cohérence, ça

marche. Les gens s'y retrouvent, et ils se disent : *"Mais comment se fait-il que ce ne soit pas publicisé, mis en avant ?"*.

Alors moi je dirais ... le parti idéal pour construire durablement un espace démocrate, écologiste et humaniste ... j'ai comme ça répertorié sept éléments qui me semblent être des éléments qui me semblent d'importance pour répondre à la demande du pays et pour être utiles :

Le premier, cela a été dit - c'est votre philosophie -, c'est de dire : *"Il faut répondre ensemble aux questions économiques, sociales et écologistes"*. Ensemble ! On ne sous-traite pas une question. Toutes ces questions doivent être prises ensemble dans leur cohérence. Les questions environnementales et écologistes, ce n'est pas à côté des questions économiques et sociales. Il faut le penser ensemble.

La seconde chose, c'est qu'il faut énoncer. Il faut dire : *"Ici et maintenant, il est possible d'aller vers un autre modèle de société"*. Pas les calendes grecques, n'est-ce pas, pas plus tard ! C'est de dire : *"Ici et maintenant se préparent, dans les territoires, dans les têtes des individus, dans les réflexions des uns des autres, des choses intéressantes"*. Il y a des rapports, récemment, qui ont pu même être demandés par ... Il y a des choses intéressantes dans le rapport Stiglitz, il y a plein de choses intéressantes. Il y a des expériences ...

Il y a des expériences ! Le souci de Corinne Lepage de commencer déjà à regrouper, ne serait-ce que ceux qui ont eu l'articulation entre les expériences de terrain de l'écologie et puis dans les institutions ... Comment on fait, connaissant les expériences des uns et des autres, pour transformer l'essai ?

Donc deuxième chose, c'est énoncer qu'ici et maintenant, un autre modèle de société est en train de se préparer. Ce n'est pas dans les brumes, c'est dans les expériences des individus, dans ce qu'ils ont en tête, dans ce qu'ils sont en train de faire.

Troisième condition, qui me semble importante, c'est qu'il faut partir de l'expérience quotidienne territoriale associative des individus et des collectifs pour remonter et faire remonter ce qui marche, pour dire : *"La transition, ça part des territoires, ça part des expériences"*.

Quatrièmement, et c'est tout à fait décisif, parce que sinon ça ne marchera pas ... Parce qu'il y a eu des idées intéressantes ... Cohn-Bendit avait écrit un texte que je ne trouvais pas inintéressant dans Libération sur *"la ruche"*, mettre en avant ... Oui mais, c'est très bien, les expériences des uns des autres, mais il faut qu'il y ait un endroit qui soit un endroit où l'on fait quelque chose de ces expériences. Il faut qu'il y ait un endroit où l'on confronte les expériences pour construire quelque chose. On ne peut pas renvoyer les individus à leur quotidien, à leur expérience, à ce qui marche sans avoir une pesée, sans la construction de propositions alternatives qui permettent aux individus de partir des expériences des territoires pour dire : *"Mais ce qu'on a fait là sur les territoires, c'est possible de le porter au niveau du pays, de sorte que ce soit une expérience au plan européen et que l'Europe apporte quelque chose de décisif dans la régulation"*.

Parce que tout va très vite ! Tout va très vite ... Il y eu des déceptions : Copenhague, taxe carbone ... Tout cela vient de ce que cela n'a pas été pensé ensemble. La question sociale - de la justice sociale - et la question environnementale, la question du rattrapage économique ...

Bien sûr il y a de la déception. Mais s'il y a de la déception, cela veut dire que les choses sont allées très vite dans les esprits. Les choses sont allées très vite dans les esprits !

Moi je travaille sur ces questions depuis Waechter. A toutes les grandes échéances électorales, j'ai travaillé sur ces questions. Je suis frappé de voir à quel point les choses avancent très très vite dans le pays.

Cheminaient à cette époque peu de gens ! Il y avait Corinne, Brice Lalonde à l'époque, il y avait Waechter, Yves Cochet commençait à exister ... Mais à l'époque, n'est-ce pas, qui portait ... Vous avez eu de grands ancêtres : Dumont ... Mais, n'est-ce pas, tout cela ce sont des choses qui apparaissaient très théoriques. Soit théoriques, soit un peu folkloriques, soit un peu désuètes ... Cela ne l'est plus du tout, n'est-ce pas ?

Si des personnalités aussi traditionnelles que Nicolas Sarkozy viennent sur ces questions, contrairement à ce qui se dit bêtement, ce n'est pas parce qu'ils veulent comme ça piquer les idées des autres. Il y a quelque chose de plus profond : c'est qu'ils constatent dans leur propre électorat que ces questions là sont des questions essentielles.

Et s'ils constatent cela dans leur propre électorat, c'est donc que c'est un mouvement profond du pays. Donc ce que je veux dire par là, c'est que les choses vont très vite. Les gens peuvent être rapidement un peu déçus, du coup, du peu de résultats. Mais les choses, quand même, avancent. Le sujet, c'est qu'il n'y a pas beaucoup de gens comme vous ici dans cette salle, autour de Corinne et dans d'autres endroits, qui soient en situation d'articuler les expériences du territoire et la question du "*Qu'est-ce qu'on fait de ça ?*".

Et c'est là où il faut constituer une structure durable. Je ne sais pas quel terme vous choisirez d'utiliser : mouvement, regroupement, alliance, formation. Je ne connais pas les rythmes qui seront les vôtres ... Car à côté, il y a des gens qui font des choses intéressantes aussi ... Ca je ne sais pas.

Mais ce dont je suis sûr, c'est que 1) vous incarnez cela, 2) vous avez les ressources pour l'incarner, 3) on ne peut pas en rester seulement, comme dans le texte de Daniel Cohn-Bendit, à l'idée qu'on va faire des ruches et puis alors les gens vont butiner, s'échanger des expériences ... C'est important, bien sûr. Mais il faut trouver une structure durable qui transforme les expériences de terrain qui sont les vôtres en ...

D'abord, qu'est-ce qu'il y a de commun ? Qu'est-ce qu'il y a de reproductible ? Et qu'est-ce qui fait sens pour l'articuler avec les politiques nationale, européenne, économique, sociale et écologiste ?

Donc un travail politique de contenu alternatif. Cela veut dire que ce travail politique doit avoir une façon de travailler au quotidien et des structures qui soient adaptées et démocratiques.

La question de la démocratie, ce n'est pas essentiellement la question de "*Est-ce qu'on se fait tous entendre ?*". Bien sûr. "*Est-ce qu'on a le sentiment que l'endroit dans lequel on milite, on en est copropriétaires et on en fait quelque chose?*". Bien sûr.

C'est une conviction décisive, mais c'est aussi un gage d'efficacité : une structure qui n'est pas démocratique se trompe. Elle peut partir au départ de bonnes intentions. Si elle ne construit pas en son sein les moyens de faire remonter les expériences, elle se trompe. Si elle se renferme sur quelques personnes, si elle se bunkerise, comme la société va très vite ... Et la réalité, c'est que des individus et la société vont plus vite que les politiques, les chefs d'entreprise ... C'est ça la réalité sur le terrain !

S'il n'y a pas une structure démocratique, alors on se trompe. On peut être au départ animé des meilleures intentions du monde, on se trompe. Donc il faut une structure, quel que soit son nom, son mode d'organisation, qui arrive à allier les remontées du bas vers

le haut, l'expérience politique pour en faire quelque chose politiquement, et un mode de fonctionnement suffisamment structuré et démocratique pour être toujours à la hauteur de ce qui se passe dans le pays, n'est-ce pas. D'abord ce qui se passe dans le pays, d'abord les remontées !

Cinquièmement, je l'ai dit et vous le sentez bien, vous n'êtes pas seuls ici, dans cette salle, on ne sera pas les seuls à se poser les questions qu'on est en train de se poser. Ailleurs, il y a des initiatives intéressantes, bien sûr.

A partir des valeurs qui sont les vôtres, confiants dans les valeurs qui sont les vôtres et dans ce que vous êtes potentiellement en train de vous constituer, le pays est en mouvement. Les gens réfléchissent, les gens regardent. Ensuite, ce sera à vous de décider des rythmes, des formes, des façons de faire. Mais, évidemment, c'est le pays. Il y a une révolution culturelle dans le pays. Cela affecte les individus. C'est une révolution silencieuse.

Autour, il y a des gens qui repèrent cela et qui se disent : *"Il faut être à la hauteur de cela"*. Pour des raisons culturelles, historiques, de génération, ils y arrivent plus ou moins bien. Mais évidemment, il y a plein de choses intéressantes qui se passent ??? Donc vous allez trouver les bons équilibres entre ce que vous allez constituer vous, comme capacité à accumuler des choses, et puis le fait de se dire : *"Tiens, est-ce que ça vaut la peine de regarder ce qui se passe ailleurs ?"*

Sixièmement, je crois que ce que vous faites vous, il faut trouver les voies et les moyens de le faire connaître, de le publiciser. Il faut vous donner les moyens de dire : *"Nous travaillons là-dessus parce que votre problème immédiat sur la Vendée, sur les retraites, le rapport à la vie, le rapport à la pénibilité du travail, à la souffrance, au sens du travail, à l'articulation entre 'souffrance physique' et 'souffrance psychique' au travail, et la question décisive sur la question des retraites" ...*

Sur toutes ces questions là, vous avez des choses à dire, n'est-ce pas. Vous avez des choses à dire parce que vous sentez qu'on ne peut pas traiter isolément toutes ces questions. On ne peut pas traiter – je prends un sujet immédiat qui me vient à l'esprit -, on ne peut pas traiter des retraites si l'on ne traite pas de la vie au travail. On ne peut pas traiter de la vie au travail sans traiter la question de la pénibilité. Et est-ce qu'on est content, le matin, d'aller au travail ? Est-ce qu'on se dit que cela vaut la peine, alors que tout le monde constate que l'âge augmente et que ce ne serait pas anormal que l'âge du travail augmente ... Comment se fait-il qu'au-delà de 50 ans, on ne soit plus considéré comme un salarié comme les autres dans une entreprise ?

Bon bref. Ce que je veux dire par là, c'est que vos travaux, vous devez les publiciser à partir des problèmes concrets des Français. Et donc, il ne faut pas seulement faire : il faut faire savoir à l'extérieur, à partir de problèmes concrets. Et vous n'êtes pas sur une autre planète. Vos réponses ne sont pas évidentes.

Et ensuite, et je termine par là, il y a les grands rendez-vous électoraux. Vous ne pouvez pas faire l'impasse, les contourner et laisser à d'autres le soin de sous-traiter les grands moments électoraux. Les grands moments électoraux, notamment les présidentielles, ce sont des moments où le pays se retrouve. Ce n'est pas seulement tel Président qu'on veut à l'Elysée. C'est un moment où ceux qui ont quelque chose à dire sur la société, sur le projet qu'il nous faut échangent. Ce sont des moments d'accélération de la prise de conscience des individus sur lesquels, évidemment, vous ne pouvez pas faire l'impasse.

Voilà. J'ai été déjà un peu long. Le pays se cherche. Le pays et les individus ont de grandes ressources. Il y a beaucoup d'attentes et d'atouts. Là, pour l'instant, les individus sont un peu en repli sur eux-mêmes dans le moment actuel. Mais vous allez le voir : dès

que vous-mêmes et le pays allez reposer les grandes questions dont j'ai abordé quelques éléments, les individus vont se remettre en marche.

Aux régionales, n'est-ce pas, pour des raisons diverses, ils n'étaient pas dans le mouvement. Cela ne les empêchait pas d'investir sur les territoires. Mais, lors du prochain grand rendez-vous, ils seront en marche et, surtout, les individus sont en attente des politiques. Et quand ils se mettent en retrait, ce n'est pas parce qu'ils ne sont pas en attente, c'est parce qu'ils ont le sentiment que l'émergence ... Un projet, un espace, des figures et des mouvements qui leur permettent de se dire : *"Oui, c'est ça. Avec ça, je crois que je peux construire quelque chose de digne"*.

Donc les individus sont très attentifs à l'authenticité, au sens, à la cohérence, et ils repèrent assez vite quand ils voient émerger quelque chose qui porte ces différentes dimensions qui répondent à leurs propres besoins.

Voilà. Merci. J'ai été un peu long. Merci de votre attention.

*Un nouvel espace politique démocrate, écologiste et humaniste  
Sèvres, le 1<sup>er</sup> mai 2010*

**Stéphane ROZES**



## Quatre pactes pour une révolution démocratique

par Corinne LEPAGE

Bonjour. Merci d'être là, bon premier mai à tous. Merci à Stéphane pour cette leçon de politologie, de science politique, merci pour cet éclairage extrêmement intéressant. Il nous a tous passionnés, nous sommes tous scotchés lorsque tu parles, tu nous donnes toujours l'impression d'être intelligents, c'est toujours très agréable.

Je voudrais peut-être ajouter quelque chose à l'analyse si tu m'y autorises, "la part du politique", sur ce que tu as dit, le lien entre le possible et le souhaitable, la notion de transition. Parce que c'est vraiment pour nous le cœur du sujet.

Sur la remise en cause du politique, je pense qu'il y a quelque chose de fondamental : c'est l'incapacité croissante, que chacun peut constater, des "politiques" - pas seulement en France mais de façon beaucoup plus générale - à répondre aux crises qui se succèdent les unes aux autres. Je pense que c'est vraiment une source de réflexion permanente pour chacun d'entre nous.

Ça a commencé bien sûr avec la crise financière, suivie de la crise économique. On nous a dit avec de grandes envolées lyriques que le système financier international allait être réformé. On voit que c'est un "pipeau" total, qu'on n'a rien réformé du tout et que non seulement on n'a rien réformé du tout, mais - ce qui me paraît encore plus grave - que disant qu'on a réformé, on a donné le sentiment - et c'est plus qu'un sentiment - au monde financier qu'il pouvait continuer comme ça et qu'il ne se passerait jamais rien.

Parce que nous avons un discours politique global disant : "*Voilà on supprime les paradis fiscaux*". La vérité c'est que l'on n'a rien supprimé du tout : ils étaient noirs, ils sont devenus blancs ... "*On va réguler la finance internationale*". On ne régule absolument rien du tout : les bonus qui sont distribués n'ont jamais été aussi importants, les profits bancaires n'ont jamais été aussi importants, les rémunérations des dirigeants n'ont jamais été aussi importantes ... Le rôle des agences de notation est toujours le même. Il ne se passe rien.

Il a fallu l'affaire Goldman-Sachs pour qu'il commence enfin peut-être à se passer quelque chose. Ils sont allés au bout du bout ! Voilà une banque qui monte un système plus que "*border line*", qui spéculé ensuite contre l'État qu'elle a conseillé, - c'est-à-dire contre son propre client -, et tout le monde a l'air de considérer que tout cela n'est pas illégal. Eh bien ce n'est peut-être pas illégal, mais c'est sacrément immoral. Cela veut dire que si ce n'est pas illégal, ça devrait l'être et si ça ne l'est pas, ça veut dire que ce sont les règles qui ne marchent pas. Donc on est bien en face de la nécessité de réformer tout cela. Et que voyons-nous ? C'est qu'il ne se passe rien, c'est-à-dire que les politiques disent qu'ils font et ne font pas. Soit ce sont des menteurs, soit ce sont des impuissants.

Tu vois Stéphane, peut-être pourrions-nous en rediscuter, mais ça participe grandement de la remise en cause de : "*C'est quoi le politique*" ? De plus en plus, nos concitoyens se disent : "*Mais on va aller jusqu'où comme ça*" ? Et on ajoute à cela cette succession d'évènements dans le monde.

Je pense à l'histoire du volcan, à ce qui est en train de se passer en Louisiane ... On se dit : mais on nous a vendu une société dans laquelle nous pouvons tout faire, nous pouvons tout nous permettre, nous avons les moyens techniques de répondre à tout ce qui se passe ... Eh bien ce n'est pas vrai ! On n'a pas les moyens de répondre ! On n'a pas les moyens techniques ! Essentiellement parce qu'on n'a pas mis l'argent là où on aurait pu avoir les moyens de faire. On a perdu cinq jours avec cette affaire de nuage. Entre parenthèses, on nous aurait dit : "*Vous pouvez monter dans un avion mais c'est à vos risques et périls*", il n'y aurait eu personne dans les avions. Donc venir râler contre

les États qui ont décidé de laisser les avions au sol, c'est d'une mauvaise foi totale. Mais il est vrai que si les compagnies aériennes et les États avaient investi dans des matériels de recherche et de contrôle qui auraient permis très vite d'envoyer des instruments de mesure du nuage, de son importance, de sa localisation, le délai aurait peut-être été ramené de cinq jours à deux jours. Et comme ça coûte cher de prévoir cela en amont, on l'a fait en aval. De même pour l'immense catastrophe qui est en train de se produire aux États-Unis. J'espère que ça va faire réfléchir ...

Tout cela pour revenir à notre point de départ et là, Stéphane, je suis absolument d'accord avec toi. Il y a un immense besoin du politique, c'est-à-dire, nous-mêmes. Nous prenons notre destin en main - on en a marre d'être baladés dans des zones où l'on se rend compte que c'est de plus en plus catastrophique et qu'on ne peut rien faire. Donc on veut reprendre notre destin en main et, en même temps, on a cette impression que ceux qui sont là pour le faire sont impuissants. Donc il y a une réflexion profonde sur le politique, et la question est d'autant plus prégnante que les néo libéraux - tout ce qui nous arrive est le résultat d'une histoire - sont dans une logique évidemment contraire. Ils ont obtenu une réduction de la place des États, mais ils voudraient passer à une étape suivante, c'est-à-dire - on l'a vu avec l'affaire des avions - obtenir une dérégulation de la sécurité, autrement dit le cœur du cœur de l'État, la raison même pour laquelle nous acceptons tous des limitations de nos propres responsabilités.

Pourquoi acceptons-nous de payer l'impôt et d'être restreints dans nos propres libertés ? Parce que nous vivons dans un monde qui doit assurer notre intégrité physique, celle de notre famille et notre sécurité, c'est le b a ba. C'est là-dessus que les néo libéraux discutent pour déréguler cette partie-là - c'est le débat qui a eu lieu autour de la circulation aérienne -. Ce serait tellement mieux si nos compagnies aériennes décidaient elles-mêmes *"On monte ou on ne monte pas et vous, les États, n'avez pas votre mot à dire"*.

Tout cela pour dire que nous sommes au cœur d'une réflexion extrêmement profonde sur ce qu'est le politique, à laquelle s'ajoute bien sûr tout ce que tu [Stéphane Rozès] as dit qui est plus franco-français. Je pense d'ailleurs que les Français, comme tous les citoyens du monde voient ce qui se passe ailleurs, et qu'ils se posent ces questions.

Alors nous avons à inventer, comme tu l'as dit, le modèle d'ici et maintenant, ce modèle d'ici et maintenant qu'on pourrait appeler *"modèle de transition"*. Nous avons à inventer le modèle de transition et notre famille est, me semble-t-il, celle qui est la mieux placée pour mettre en œuvre cette transition à la fois dans l'objectif et dans les moyens.

J'ai toujours pensé et j'ai toujours dit - je l'ai toujours dit à ceux qui m'ont écouté depuis trois ans - que si nous n'étions pas, chez nous, capables de faire ce que nous leur proposons, ce n'était pas la peine de leur proposer. Si nous sommes capables entre nous - on en discutera cet après-midi - de trouver des moyens intelligents d'assurer cette transition du politique au sens "politicien" du terme - et du politique au sens "citoyen" du terme - ce qui n'est pas tout à fait la même chose -, si nous sommes capables de le faire, cela veut dire qu'on peut l'offrir à la société. Si nous ne sommes pas capables de le faire, ce n'est pas la peine de l'offrir, on ne les convaincra pas. Quel meilleur moyen de convaincre que de dire : *"Voilà, j'ai été capable de le faire. Après vous prenez ou vous ne prenez pas - c'est un autre sujet -, mais je peux vous proposer quelque chose. Nous, nous l'avons fait et ça marche" !*

Cela, c'est pour la forme. On en parlera cet après-midi. Pour le fond, notre famille est celle qui est la mieux à même de porter cette transition que tu as appelé le lien entre *"le possible et le souhaitable"*. Je n'aime pas trop le mot "Centre". Pour moi, ça ne veut rien dire du tout. Le Centre c'est quoi ? C'est Jean-François KAHN qui avait eu cette formule que j'avais trouvée géniale : *"Ce n'est pas parce que la droite dit une connerie, que la*

*gauche dit une connerie, que le centre n'en dit pas".* Autrement dit, on ne se définit pas par ce qu'on n'est pas, parce qu'on prend un peu de l'un et un peu de l'autre ; on se dit j'ai un pied à droite, j'ai un pied à gauche et le reste au milieu ...

Je vois les choses différemment. Je pense que nous sommes capables de proposer un projet différent. Du souhaitable et du possible. Parce que c'est ça l'important : le lien entre le souhaitable et le possible. Nous avons une vision qui nous est propre de ce projet humaniste, démocrate et écologiste. C'en est le ferment, mais aussi la capacité de proposer une synthèse du souhaitable et du possible, parce que nous avons une vision différente. Nos convictions repartent de l'Homme, repartent de la base, ce qui donne une vision du possible qui est autre. Nous avons une mission qui est éminemment humaniste, parce que l'écologie porte le long terme. Ça, c'est une autre vision du souhaitable et je ne vois pas aujourd'hui d'autre famille dans l'échiquier politique - même s'il est vrai qu'il y a des expériences intéressantes dans la démarche - qui soit capable d'offrir cette possibilité de transition entre le souhaitable et le possible. Ce sont quatre pactes du souhaitable et du possible que nous pouvons proposer : le pacte économique, le pacte écologique, le pacte citoyen et le pacte social, à citer dans un ordre dont il faudra discuter, parce que l'ordre de présentation n'est pas neutre !

**Pacte citoyen ou démocratique.** C'est une autre forme de gouvernance. A partir du moment où nous voyons bien que le politique - au sens "*Nomenklatura*" du terme - est englué dans une série de visions du monde qui le "fait aux pattes", il n'y a plus de capacité de création, d'imagination et d'innovation. C'est la société qui porte en elle la capacité d'innovation. Il faut donc que le politique reste porteur de cette capacité.

Beaucoup de choses à dire ! Nous avons besoin de ré-industrialisation et là on rejoint l'aspect écologique et l'aspect économique. Quand je vois à Bruxelles les textes que nous votons sur l'économie verte, sur les nouvelles technologies, sur la recherche et les investissements sur de nouvelles technologies dans ce domaine là, sur le lien entre santé et environnement, sur les énergies renouvelables, sur les nouveaux bâtiments et que je vois que chez nous, on est en train non seulement, avec le Grenelle 2, de régresser considérablement par rapport au Grenelle 1, mais de surcroît de régresser par rapport à ce qu'il y avait avant Grenelle ... Et le plus grave, c'est qu'on n'a aucune vision économique et industrielle de ce qu'on est en train de faire. C'est-à-dire que le seul moyen que nous avons dans ce pays d'engager une reconversion industrielle - et c'est un peu ce qu'il y avait derrière ton [Stéphane Rozès] propos -, ce n'est pas comme parler des ouvriers de l'automobile et je me souviens d'avoir entendu exactement les mêmes pendant la campagne européenne, que ce soient les "Conti" à Compiègne, que ce soit les gens de Valeo - je les ai rencontrés -, c'était tous la même chose : "*Nous avons besoin sur une période de 5 ans, de 10 ans, de mettre en place un grand plan de reconversion industrielle*" ... Il n'y a pas cinquante domaines dans lesquels on va pouvoir faire de la reconversion industrielle. Il y a les nouvelles technologies de l'information, les technologies de l'environnement, et le lien entre les deux. Par exemple les compteurs intelligents permettent de faire le lien entre les technologies et l'environnement. Or nous sommes en train de tuer savamment toutes les filières industrielles qui commencent à se mettre en pace, que ce soit sur l'éolienne ou sur le solaire, de manière à n'avoir qu'un seule impératif, "faire du nucléaire", qui consiste à vendre notre électricité qui découle de ce nucléaire. C'est bête et méchant. Ça ne crée pas beaucoup d'emplois, et de plus ça tue toute possibilité d'avoir dans l'industrie française des filières d'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, et plus généralement tout ce qui concerne l'économie verte, les carburants propres et tout ce qui va avec. Donc nous avons besoin de revoir complètement le sujet.

**Pacte écologique et pacte économique.** Rapport entre les PME et les grandes entreprises. Ce n'est plus possible d'avoir un pays dans lequel ne comptent que les entreprises du CAC 40. Ce sont les autres qui créent les emplois, ce sont les autres qui



ne se délocalisent pas. Et pourtant, les PME n'ont pas accès aux marchés financiers dans des conditions correctes, elles n'ont pas accès à l'exportation. Je veux bien qu'on vienne me dire que c'est terrible, "les Allemands exportent trop" ... C'est nul, vraiment nul ! Mais en dehors de cela, que font les Allemands ? Quand vous avez une grande boîte qui part vendre en Chine, elle prend dans ses bagages ses cotraitants et ses sous-traitants PME. Elle les emmène, ils vont avoir des contacts directs ! Quand Monsieur SARKOZY part en Chine, il emmène Madame AREVA. Mais Madame AREVA n'a pas besoin de Monsieur SARKOZY pour aller en Chine, tandis que le sous-traitant de Romorantin-Lanthenay, il en a besoin, il n'aura jamais de contrat là-bas.

Lorsque j'étais Ministre de l'Environnement, j'ai emmené SA Environnement - qui était à l'époque une petite boîte - en Chine. Elle a décroché toute la métrologie de Pékin. Je ne l'aurais pas emmenée, elle n'aurait jamais eu la commande ! C'est fondamental, de revoir les rapports entre PME et grandes entreprises, que ce soit en terme d'accès aux marchés, que ce soit en terme d'exportation, que ce soit en terme de subventions. Parce que quand vous regardez le détail, l'essentiel des subventions publiques va au secteur qui n'en a pas besoin.

**Pacte social.** L'esprit de la Résistance, du CNR [Conseil National de la Résistance], est par terre. Et on entend dans le même temps des gens se glorifier de ce que grâce au modèle français, on est moins mal que les autres sans cesser pour autant de détruire ce modèle français. Alors que nous pouvons avoir un modèle français qui tienne le coup, qui soit durable- évidemment, il y a des problèmes financiers à régler-, mais à une condition : c'est qu'il soit juste ! Effectivement, quand on vous dit que vous allez travailler jusqu'à 65 ans, alors qu'il n'y a plus de boulot à partir de 55 - ce qui veut dire qu'on va perdre les droits à la retraite entre 55 et 65 ans -, c'est se f... du monde, il n'y a pas d'autre mot ! Oui, on peut discuter pour les métiers qui ne sont pas pénibles de prolonger l'âge de la retraite. Il y a beaucoup de gens qui aimeraient travailler plus tard, qui aimeraient travailler jusqu'à 65 ans ! Quand vous voyez un professeur d'université (je pense à Jean-Pierre DUPUY) qui n'a plus le droit d'enseigner en France à Polytechnique et qui a toujours le droit d'enseigner aux États-Unis, c'est débile ! Mais tenons compte de la pénibilité du travail d'une part, et soyons réalistes d'autre part. Faisons en sorte que les gens puissent avoir du boulot entre 55 et 65 ans, sinon ça équivaut à les priver d'un tiers ou d'un quart de leur retraite, ce n'est pas possible. Donc je crois qu'il faut voir les problèmes de manière globale, qu'il ne faut pas avoir des approches sectorielles. Je parle de cela, j'aurais pu parler tout autant de la dépendance, du handicap, de la situation des femmes ... Tout cela, ce sont évidemment des sujets majeurs qu'il faut que nous attrapions à bras le corps avec toujours ce même esprit de la transition entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible.

**Et le dernier, je terminerai par là, c'est le pacte écologique.** Il faut se rendre compte du fait que, même s'il y a des agressions considérables sur ce qu'a pu faire le GIEC - il y a des choses inexactes dans ce qu'il a écrit -, globalement, la réalité est là. Je rigolais toute seule hier en voyant la température à Paris. Est-ce que ceux-là même qui nous disaient qu'il n'y a pas de réchauffement climatique parce qu'il fait -10° en janvier, vont nous dire qu'il y en a un parce que nous avons aujourd'hui 10 degrés de plus que la moyenne saisonnière ? La question est profondément débile. Oui, nous avons un problème climatique. Oui, nous avons un problème pour sortir de la société du pétrole dont, de toute façon, il faut que nous sortions parce qu'il y a des réserves limitées et qu'on voit bien les conséquences que cela a. Malheureusement nous avons un lobby pétrolier qui ne veut pas qu'on sorte de cette société là et qui ne veut pas qu'on investisse ailleurs. Nous avons des problèmes considérables avec la santé environnementale. Pardon d'être "*café du commerce*" ... Le nombre de cancers qui peuvent se développer autour de chacun d'entre nous est quelque chose d'absolument colossal. On en guérit de plus en plus, heureusement ! Mais combien en a-t-on en plus ? L'état de pollution de nos milieux est absolument colossal. Il faut indiquer l'absence de moyens suffisants pour évaluer les conséquences des techniques et des produits que

nous avons. Nous avons des basculements d'investissement à faire qui sont en fait des formes d'investissement dans la prévention. Ce sont des choix d'investissement.

Et il faut bien voir que le cœur du cœur du sujet, c'est la finitude des ressources. Et je terminerai là-dessus :

Le partage du monde sur lequel nous nous engageons est fondé sur la possession des ressources. Si les Chinois sont en train d'occuper l'Afrique aujourd'hui, en commençant bien entendu par des contrats sur des réserves pétrolières ou minières pour continuer ensuite vers l'achat de territoires, c'est bien que la question de l'alimentation et la question de l'eau vont être les questions cruciales du siècle qui vient. Par voie de conséquence, si nous ne concevons pas notre modèle de transition, notre modèle économique en fonction de cela, nous n'avons aucune chance d'y arriver !

Je terminerai en disant que nous n'y arriverons pas tout seuls, que si l'espace européen se casse la figure, nous allons aller très mal. Je pense que les Français vont commencer à mesurer - ceux qui ont tellement tapé sur l'Europe - le rôle de stabilisateur que joue l'Europe pour nous si, effectivement, on rentre dans les difficultés.

Ce qui se passe en Grèce est grave. Derrière, vous savez comme moi qu'il y a le Portugal, qu'il y a l'Espagne, certains disent qu'il y a l'Angleterre - même si elle n'est pas dans la zone Euro - et peut-être d'autres ... Nous entrons dans une ère de très grande turbulence alors que l'Europe ne fonctionne pas bien. On voit bien que Lisbonne a les plus grandes difficultés à se mettre en place, la commission BARROSO reste une commission extrêmement libérale. A titre d'exemple, tout ce qui concerne les consommateurs européens a été complètement démantelé. Il n'y a plus de politique de la consommation européenne alors que c'était un cœur de politique : ça a été divisé en 4 commissariats, 4 commissaires, c'est foutu ! Nous avons là une véritable difficulté, nous qui sommes des Européens convaincus. Nous avons à défendre l'Europe et surtout l'idée de l'Europe. L'ambition européenne, pour le moment, c'est pour moi quelque chose d'essentiel à l'heure où nous sommes en train de changer de cap politique. Tu [Stéphane Rozès] as dit "*assumer les contradictions*", les nôtres, mais aussi les contradictions collectives. Beaucoup de gens le sentent, ne le savent pas forcément, mais le sentent.

Nous avons à la fois à tenir un discours de vérité, un discours de sécurité, et un discours d'espoir. Ces trois mots-là, la vérité, la sécurité et l'espoir sont pour moi des mots-clés de ce projet de transition que nous avons à proposer ensemble à nos concitoyens. Il répond parfaitement à ces trois mots qui sont écrits sur ce tableau, c'est-à-dire une société démocrate, écologiste et humaniste. Nous mettons l'Homme au cœur du projet en ayant la conscience totale que l'Homme ne peut pas tout faire, qu'il est soumis aux ressources et au monde dans lequel il vit, à l'environnement au sens large du terme. Et que rien n'est possible sans que la liberté et la démocratie soient préservées. Or le sujet de la liberté n'est pas un sujet qui est derrière nous, mais un sujet qui est devant nous.  
Merci

*Quatre pactes une révolution démocratique  
Sèvres, le 1<sup>er</sup> mai 2010*

**Corinne LEPAGE**





# Le Remue-méninges du matin

## Le principe

Quatre panneaux, chacun proposant à la réflexion des participants une thématique donnée.

Equipés d'un bloc de papillons autocollants et d'un stylo, les participants évoluent librement entre les panneaux pendant toute la durée de la séance.

Pour chaque question, objection, commentaire, réflexion ou proposition, le participant note sa contribution sur un papillon et colle ce papillon sur le panneau approprié.

Attention !

- ❑ écrire une seule contribution par papillon,
- ❑ adopter une formulation claire et simple.

Chaque panneau est supervisé par un responsable, qui ordonne et thématise les contributions collées au fur et à mesure, puis produit une synthèse en fin de séance.

Cette synthèse est présentée en séance plénière par le responsable.

La durée de la séance de remue-méninges est de 45 minutes.

## Les thématiques

### Panneau 1 – C'est mon avis !

*Philippe Houbert*

Suis-je d'accord avec la réalité de l'existence d'un espace politique démocrate, écologiste et humaniste ? Quel seraient les contours d'un tel espace ? Qu'y trouve-t-on ?

### Panneau 2 – Le projet idéal

*Walid Oueslati*

Quelles sont pour moi les caractéristiques fondamentales du projet de société idéal ? Quels seraient ses thèmes de prédilection, ses orientations fondamentales, ses priorités ?

### Panneau 3 – Le parti politique idéal

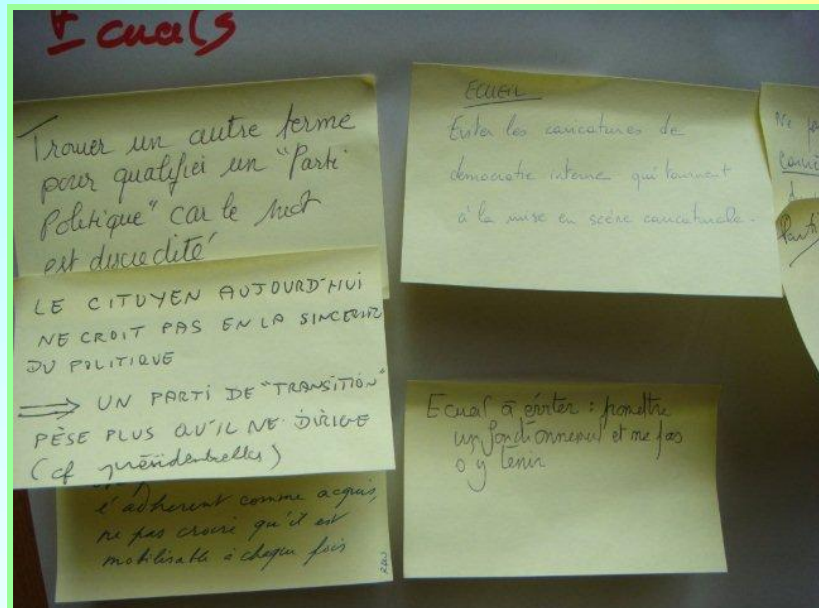
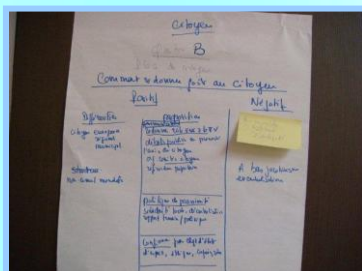
*Hubert Cornil*

A quoi ressemble le parti politique idéal ? Comment est-il organisé ? Comment fonctionne-t-il ? Quels écueils doit-on y éviter ? Sur quels aspects doit-il se concentrer ?

### Panneau 4 – Et le citoyen ?

*Domitille Marbeau*

Quelle peut ou doit être la place du citoyen dans un paysage politique recomposé ? Comment redonner goût au citoyen de renouer avec la chose publique et l'engagement politique ? Comment valoriser l'initiative individuelle et collective ?





**C'est mon avis !**

---

Suis-je d'accord sur le fait qu'il existe un espace politique démocrate, écologiste et humaniste ?

Quels seraient les contours d'un tel espace ?

Qu'y trouve-t-on ?

## **La synthèse**

---

Oui, l'espace démocrate, écologiste et humaniste existe.

Il faut y adjoindre les éléments européen, culturel (au sens de "valeurs communes"), innovant, projectif, alternatif.

Il devra assembler des individus, des syndicats, des associations, et avoir une grille de fonctionnement lisible, compréhensible, permettant l'évaluation.

Il devra mettre en avant la mise en réseau.

Avis divergents sur la notion de Parti :

- NON : le parti tue la mise en réseau
- OUI : le parti permet de transformer l'intention en action.

*Animation et synthèse*  
**Philippe HOUBERT**

Légende des couleurs pour les papillons

une affirmation

une proposition

une question

une objection

**Existe-t-il un espace politique démocrate, écologiste et humaniste ?**

Of course !	Il en existe déjà. Pourquoi en créer un nième ?	"Parti" = "exclusion". Beaucoup de citoyens recherchent un espace non partisan
Pas "Centriste" - notion vide -, mais à côté des autres et au même niveau, avec une offre ouverte	Une alliance entre des individus électeurs ...	Quel type de démocratie ? Sparte ? Corée du Nord ? Congo ? Etats-Unis ? ...
Le mot "Ecologie" est une escroquerie sémantique du fait de la signification qu'il induit, à savoir : "Sauvons la planète"	D'accord sur l'existence d'un espace, mais il est trop morcelé à ce jour	D'accord sur l'existence d'un espace, mais le manque de lisibilité et le morcellement risquent de le rendre inopérant
Oui, il existe. Mais l'organisation institutionnelle, économique et politique ne lui permet pas d'émerger. Que faire ?	Oui à un espace politique démocrate, écologiste et humaniste ! Il y a urgence à rassembler forces et initiatives diverses et dispersées	Oui, il existe bien un espace. L'homme en tant que citoyen peut y retrouver sa place
Beaucoup de citoyens votent en fonction d'une étiquette ou d'une image	Créer un "label" politique qui sera incontournable	Et si on supprimait les partis politiques ?

## Quels contours pour cet espace ?

La manière de pratiquer la politique est à réinventer : durée et cumul des mandats, fait de rendre compte ...

L'espace nécessite une vision alternative dans un espace politique concurrentiel

Cet espace existe si l'on est différent et crédible (cf. terrain)

Développer un parti présent dans toute l'Union Européenne

Européen avant tout. Fédéraliste européen ...

Démocrate, écologiste et humaniste, oui. Mais projectif : économique, innovant

**E**urope **E**cologie = EE = **E**ffet **E**phémère ?

Oui. Pas un nouveau parti, mais un espace où les phases politiques ne sont pas verrouillées mais en mouvement

Rassemblement urgent au plan national, rassemblement européen indispensable

Il a sa place s'il répond aux attentes majeures des citoyens et s'il est davantage représentatif

Géographique à plusieurs niveaux : national, européen, international

Contours de l'espace : une grille de fonctionnement qui filtre naturellement et qui permet d'évaluer (1)

(1) *Evaluation des responsables et des candidats de manière à empêcher l'imposture.*



## Quel contenu y trouve-t-on ?

C'est le moment de la synthèse. Mais qui fait la synthèse ? Et quelles valeurs ?

Un parti est nécessaire pour passer de l'inertie à l'action

Respect de l'homme et du vivant indissociables. Homme = dernier maillon d'une filière qui peut lui survivre. Inverse pas vrai

Comment imaginer un parti politique non démocratique, non écolo, non humaniste ?

Privilégier la mise en réseau, locale ou sectorielle, des acteurs isolés : PME, indépendants, intellectuels, inactifs ...

Un cinquième pacte : le "pacte culturel" (ou sociétal) sur les valeurs communes d'aujourd'hui

Diaspora démocrate : reconstruire autour d'une ambition, avec écologistes, société civile, citoyens engagés ...

Il n'existe d'espace que dans la mesure où on le conquiert et où on le fait vivre

Une idée : toujours présenter le souhaitable et le possible dans chaque proposition

Comment canaliser le courant démocrate, écologiste et humaniste ? Dans un parti ? Dans un mouvement politique ? Au sein d'une alliance ?

Une fédération de réseaux et d'initiatives dans une organisation démocratique

Des acteurs qui relient les domaines : démocratie, écologie, humain

Hierarchiser les priorités pour le projet avec la participation collective la plus large possible (1)

(1) On y trouve toute la société : politiques, syndicats, associations, collectifs, société civile.



## Le projet idéal

---

Quelles sont pour moi les caractéristiques fondamentales du projet de société idéal ?

Quels seraient :

- ses thèmes de prédilection ?
- ses orientations fondamentales ?
- ses priorités ?

## La synthèse

---

### DOMAINES DE PREDILECTION

- défendre les valeurs de la République (Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité) ;
- défendre les valeurs de la Justice, de la Solidarité, de la Sobriété ;
- revendiquer ouvertement la constitution d'une Europe politique, une Europe des régions (proche des citoyens) ;
- prôner le développement durable comme projet de société qui rend compatibles les préoccupations sociale, économique et environnementale. Un développement qui répond aux besoins essentiels des générations présentes et  futures ;
- respecter la personne humaine dans la diversité des expériences, de la catégorie sociale, des origines et de la situation personnelle ;
- prendre le parti du progrès et de l'innovation, en appuyant les efforts de recherche et de développement ;
- pour une réelle application du principe de précaution ;
- pour une réforme de la Vème République.

### ORIENTATIONS

- une politique de ré-industrialisation qui maintient les emplois et accompagne la transition écologique de la société ;
- la décentralisation de la gouvernance publique et le renforcement du rôle des collectivités territoriales;
- un effort spécifique en faveur de la Jeunesse (éducation, professionnalisation, et accès au marché de l'emploi) ;
- une réforme fiscale qui permet d'alléger les facteurs productifs et d'inciter au changement des comportements et des pratiques ;
- une politique de Recherche et Développement active.



## PRIORITES

- ❑ agir efficacement en faveur d'une véritable égalité des chances et lutter contre toutes les formes de discrimination ;
- ❑ favoriser la création de l'emploi et lutter efficacement contre les différentes formes de chômage ;
- ❑ favoriser l'émergence d'une économie circulaire et fonctionnelle ;
- ❑ favoriser l'émergence d'un modèle d'agriculture territoriale durable ;
- ❑ transposer le programme national au plan local.

*Animation et synthèse*  
**Walid OUESLATI**



### Quels thèmes de prédilection ?

Faire de la protection de l'environnement une priorité du projet	Projet idéal : sociétal, économique, prospectif	Garantir la liberté, favoriser la justice, unir le collectif et l'individu sans que l'un prime sur l'autre
Détection et reconnaissance des talents, de l'identité	Principe d'action par priorisation à la source (1)	Pour une approche <u>fonctionnelle</u> de l'économie : valeur d'usage et non d'acquisition
Prosperité et liberté	Pour un modèle d'agriculture territoriale et durable	Education, solidarité, remettre l'homme au centre de sa vie
S'engager dans un cercle vertueux : ambition > pilotage > évaluation > réorientation, et ainsi de suite	En finir avec la société d'accumulation pour faire émerger une société de la fluidité : des idées, des hommes, des réalisations	L'Europe de cœur et l'Europe de raison
Vers une Europe fédérale harmonisée	Sobriété, solidarité, justice	Il faut un projet cohérent articulant le local et le global

Réorienter la construction européenne. : euro = monnaie commune mais pas forcément unique ?

Renouveler la promesse de la République (2)

Partage des ressources et des savoirs

Prise en compte des pollutions immédiates : nucléaire, chimique

Prévention, application du principe de précaution

Liberté, solidarité, sécurité

Condition étudiante : ressources, santé, conduites à risque, etc.

Approche intégrée/systemique des problématiques (3)

Précisions sur le sens des termes employés (4)

Organiser les solidarités locales : du local au national

Associer écologie et économie, mais non dans un but de productivisme

- (1) *Agir en amont des problèmes sur les causes : pas de pansement sur une jambe de bois.*
- (2) [1] Liberté(s) > publiques, Egalité > passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle, [3] Fraternité > vivre ensemble.
- (3) *Exemple : l'économie ne s'envisage pas en déconnexion du social et de l'environnemental.*
- (4) [1] "Démocratie" = OK, [2] "Ecologie" : durabilité, soutenabilité ?, [3] "Humaniste" est trop vague, trop "attrape-tout" !

## Quelles orientations fondamentales ?

Le mot "*idéal*" m'inquiète, surtout pour la "*société*". En général, cela mène au pire de l'idéologie

Considérer le retour à la prise en compte des véritables besoins de l'Homme et déterminer comment les satisfaire à notre époque

A bas le jacobinisme centralisateur !

La question du libre échange non régulé doit être abordée

Refonder la notion de capitalisme

Pour une dynamique d'inclusion active de tous

Davantage de décentralisation et d'Europe

La différence est un atout

Le levier : l'éducation

Développer l'économie circulaire

Des orientations tournées vers la construction d'un nouveau mode de vie ensemble

Humanisme, pluralisme/diversité, durabilité

Représentation pluraliste (proportionnelle ...)

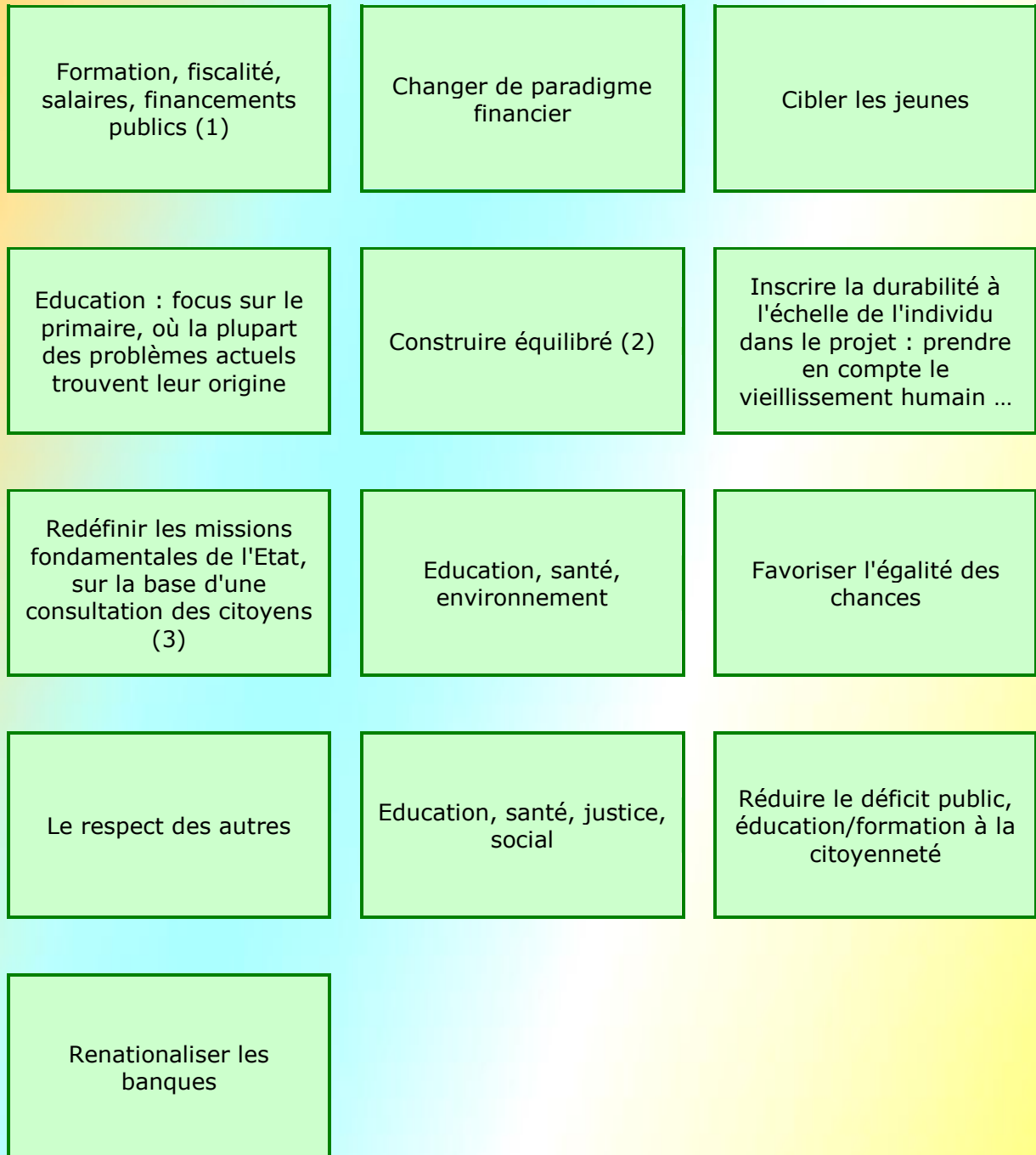
Un Etat plus régulateur et assurant mieux la péréquation

Volet économique : redistribution des richesses au plus grand nombre

Arriver à la nouvelle phase : préserver l'Homme, le territoire, mais aussi l'espace économique et culturel

Transposer le projet national au plan local

## Quelles priorités ?



(1) *Formation des techniciens (apprentissage), réforme fiscale, revalorisation des salaires moyens, réorientation massive des financements publics vers la qualité et l'innovation*

(2) *Santé et prévention, travail préservant l'intégrité humaine, urbanisme, habitat, économie, activité de proximité*

(3) *Objectif : prioriser les domaines d'intervention de l'action publique*



## Le parti politique idéal

---

A quoi ressemble le parti politique idéal ?

Comment est-il organisé ?

Comment fonctionne-t-il ?

Quels écueils doit-on y éviter ?

Sur quels aspects doit-il se concentrer ?

## La synthèse

---

### A QUOI RESSEMBLE LE PARTI IDEAL ?

C'est une utopie, un horizon inatteignable qui s'éloigne quand on progresse.

C'est aussi le parti majoritaire, celui qui a su faire adopter son projet, sur lequel il a mis d'accord les experts, les militants et les élus.

#### Bottom up

Le projet doit être élaboré par les citoyens et les militants, dont les idées seront au service de tous, et dont la seule légitimité sera leur cohérence. Les structures qui élaborent le programme doivent être décentralisées, éphémères, démocratiques.

#### Professionalisme

Les élus doivent respecter le non cumul, les permanents doivent être des bénévoles.

### COMMENT EST-IL ORGANISE ?

Le Président doit s'occuper d'organisation, ce n'est pas le même que l'inspirateur politique.

Un "*Shadow-cabinet*" est capable d'intervenir sur les sujets d'actualité.

#### Territoires

Des cadres élus et légitimes (ou désignés) avec les moyens financiers, pouvant activer des circuits courts vers le central.

## Internet

Indispensable pour faire participer tout le monde et faire remonter les idées.

## SUR QUELS ASPECTS DOIT-IL SE CONCENTRER ?

Trouver des financements et pour cela avoir des électeurs et des élus, chercher des sponsorings.

Trouver les talents et les idées qui assurent la visibilité.

## QUELS ECUEILS DOIT-IL EVITER ?

### Discrédit politique

Répondre aux attentes des citoyens avec des solutions et des mots compliqués et des stratégies incompréhensibles.

### Démobilisation

Prendre l'adhérent pour un demeuré :

- ❑ qu'on peut mobiliser à chaque fois qu'on en a besoin, à chaque élection ;
- ❑ qu'on peut leurrer avec des apparences de démocratie.

Ne pas faire ce qu'on dit, ne pas dire ce qu'on fait.

### Manque d'efficacité

Il faut définir d'abord une stratégie de conquête puis, bien évidemment (?), l'appliquer.

*Animation et synthèse*  
**Hubert CORNIL**



### A quoi ressemble le parti politique idéal ?

Les idées d'abord !	Le parti idéal n'existe pas. Travailler à établir un sentiment de confiance réciproque	C'est une utopie !
S'il était possible de créer un parti idéal, ce serait fait. Il serait unique et la notion même de " <i>parti</i> " disparaîtrait ou aurait disparu	Toute personne concernée par les conséquences d'une décision est légitime à participer à la discussion. Contre les " <i>experts</i> " ...	Il doit éviter de s'éloigner des citoyens, rendre le citoyen acteur des décisions politiques
Appliquer le non cumul des mandats	Tâches d'un parti : mettre ensemble des experts, des élus, des militants, avec le respect de chaque compétence	Ce que " <i>Légitimité</i> " veut dire : [1] validité technique, [2] accord des parties prenantes
Fonctionnement autonome des entités locales	En réseau avec l'extérieur, décentralisé en interne, programme et/ou orientations décidés ensemble	Participation de tous et toutes à [1] l'initiative, [2] l'amendement, [3] la décision
Mettre l'adhérent au cœur du fonctionnement. Accueillir, former, aider au débat. Véritable force de proposition !	Le parti idéal, c'est le parti majoritaire, c'est celui qui a le pouvoir	Un club de pensée qui expérimente les solutions et qui élabore un discours qui dépasse les contradictions



La parole de chacun a une valeur. Elle est entendue et retransmise

Mots-clés : mouvement, des hommes, des idées, des actions

Ce n'est pas une maison de mandarins

Des groupes de travail décentralisés et éphémères

Nul n'est propriétaire d'un sujet à l'intérieur du parti

Songer aux moyens : locaux, permanent(s), financement des frais fixes

### Comment est-il organisé ?

[1] un "gourou", [2] un chef de parti, [3] des candidats leaders (1)

Des cadres élus et légitimes, des candidats élus mais distincts des cadres, des militants engagés, responsabilisés et informés

Un réseau social

Travail à distance en temps différé

Elaborer des recommandations pour des actions à engager, à toutes les échelles, par les exécutifs.  
"Shadow cabinet" ...

Efficacité ! Un plan stratégique, décomposé en projets (2)

D'abord un "Think Tank", réseau d'idées, d'expériences et d'individus (groupe de pression sur les décideurs) PUIS un parti

Autonomie financière des entités locales

Un circuit court local/central

Site standard Internet à offrir à toutes les sections

Remonter les idées de la base, faire une synthèse nationale, soumettre au débat et amendements, et la faire adopter démocratiquement

Un délégué régional avec des missions précises (3)

Le Web :  
réseau <> thématiques  
<> web <> réunions

Une fédération des  
initiatives existantes

Organiser par bassin  
d'activité écologique,  
humain, économique

Ne pas opposer la  
province et Paris ...

Pouvoir concrètement  
contacter et réunir les  
personnes partageant les  
mêmes intentions

Un fonctionnement à  
distance facilité et une  
prise de décisions  
ouverte à tous (4)

Transversalité !

Mettre un vrai gérant à la  
tête du parti, pas  
nécessairement un  
politique

- (1) *Organisation : [1] un "gourou", [2] un chef de parti, en charge d'organiser le parti et de le mettre en marche, [3] des candidats leaders permettant de rassembler les gens.*
- (2) *Projets animés chacun par un chef de projet au lieu d'une approche par "territoires" et "thématiques".*
- (3) *Désigné par les instances nationales, le délégué doit : [1] organiser la démocratie dans les régions et départements, [2] contrôler et éventuellement empêcher les dérives, [3] remonter les informations, sentiments, frustrations, [4] descendre les axes de réflexion ("Missi Dominici")*
- (4) *Permettre un fonctionnement à distance - Internet ou autre - et ne pas faire prendre les décisions en Congrès seulement à ceux qui ont les moyens de faire le déplacement*

### Sur quels aspects doit-il se concentrer ?

Visibilité !

Créer du lien pour  
favoriser l'émergence  
d'idées et de talents et  
lutter pour gagner la  
capacité d'agir

Trouver des partenariats  
avec les associations

Présence continue sur le terrain indispensable entre les élections

Former, encore former, toujours former adhérents et militants !

Socle minimal, objectif commun et respect des règles (1)

(1) Définir un socle minimal et un objectif commun, accueillir des adhérents en accord avec ce dernier, définir une stratégie de conquête et l'appliquer

## Quels écueils doit-il éviter ?

Trouver un autre terme que "*parti politique*" pour qualifier l'organisation, car le mot est discrédité

Le citoyen aujourd'hui ne croit pas en la sincérité du politique

Absence de renouvellement de mandat et absence de cumul de mandats

Un parti de transition pèse plus qu'il ne dirige - cf. élections présidentielles - (1)

Considérer l'adhérent comme acquis, croire qu'il est mobilisable à chaque fois

Immobilisme

Eviter les simulacres de démocratie interne qui tournent à la mise en scène caricaturale

Promettre un fonctionnement et ne pas s'y tenir

Ne pas répondre de façon concrète et simple aux aspirations du citoyen

Effectuer des primaires pour les investitures, ce qui n'exclut cependant pas un processus consultatif

(1) Ndlr - Ce commentaire fait référence à un propos de Corinne Lepage, qui a déclaré lors de son intervention: "Nous avons à assumer une transition entre deux modèles".



## Et le citoyen ?

---

Quelle peut ou doit être la place du citoyen dans un paysage politique recomposé ?

Comment redonner goût au citoyen de renouer avec la chose publique et l'engagement politique ?

Comment valoriser l'initiative individuelle et collective ?

## La synthèse

---

Les participants ont eu du mal à identifier les questions et ont souvent fait une proposition qui pouvait répondre aux trois thèmes.

Tout d'abord, ils se sont interrogés sur l'identité du citoyen en soulignant qu'on pouvait le mettre dans trois catégories :

- le citoyen européen,
- le citoyen régional,
- le citoyen municipal.

Ensuite, ils se sont pour la plupart accordés sur la nécessité de la confiance accordée au politique, avec une exigence de changement d'état d'esprit et une exigence d'éthique permettant l'espoir et le rêve d'un futur meilleur.

Quelques propositions sur la manière de communiquer

- redonner un vrai rôle à l'information télévisée,
- exiger des débats publics prenant en compte l'avis des citoyens,
- organiser des comités de citoyens et des référendums politiques,
- faire de l'information publique.

Souhaits en matière politique

- redonner du pouvoir au domaine associatif,
- désir de décentralisation et de solidarité locale,
- interdiction de cumul des mandats,
- faire une politique plus représentative et faire connaître les réussites individuelles au plan local,
- instaurer de manière systématique les Agendas 21 dans les collectivités,
- Favoriser la communication entre les municipalités.

## Conclusion

Les participants ont une grande exigence éthique avec une Charte des Devoirs du Citoyen.

Un désir d'information juste et de formation qui commence par la prise en compte des enfants dès la Maternelle.

Le citoyen peut s'engager et prendre part au politique s'il se sent écouté, s'il peut être acteur et si les politiques restent dans le concret avec des pratiques de qualité à grande échelle.

*Animation et synthèse*  
**Domitille MARBEAU**



### Quelle place pour le citoyen dans un paysage politique recomposé ?

Sous quelle "étiquette" faire de l'information publique ?

Rendre obligatoire la mise en œuvre de l'Agenda 21 dans toutes les collectivités ... et l'Agenda 22 ...

Sans citoyen, pas de paysage politique, qu'il soit ou pas recomposé

Citoyen : national, mais aussi européen, régional, municipal ...

De même que l'on conçoit une nouvelle voiture autour de son futur conducteur, le citoyen doit occuper la place centrale

Non cumul des mandats pour que le citoyen soit tour à tour dirigeant et dirigé

Forum citoyen accessible facilement à l'intérieur du parti, ouvert sur la discussion, le débat, la participation

Concertation entre le terrain et le politique

Développer une culture de concertation et de recherche de consensus : non au jacobinisme centralisateur !

Organiser, structurer la parole du citoyen pris à titre individuel et pas seulement en tant que membre d'un groupe constitué

Il est indispensable de penser l'apport et l'intégration du citoyen

Une grande question récurrente : quels sont, aujourd'hui, les "droits et devoirs du citoyen" ? Ni 1790, ni 1948 ...

La place du citoyen doit être multiforme (1)

Engagé dans la société civile, engagé dans l'action politique, un citoyen informé des enjeux et responsabilisé sur ses choix !

Le politique doit être plus représentatif pour donner sa place à chacun, il doit être un relais pour le citoyen

(1) *La place du citoyen doit être multiforme, selon ses thèmes de prédilection, selon ses goûts et ses talents : à l'aise en public ou plutôt en petit groupe, à partir de situations concrètes ou à partir d'une approche théorique ...*

## Comment redonner au citoyen le goût de la chose publique ?

Redonner l'espoir, le rêve

Redonner confiance au citoyen

Du concret !!!

Responsabiliser sur des projets précis – Notion de petites communautés

Organiser des comités citoyens sur les problèmes majeurs

Notion de référendum populaire

Redonner confiance aux citoyens en changeant l'état d'esprit et en incarnant une éthique

Prendre en compte le besoin pour le citoyen d'être écouté

Etre l'initiateur, l'évaluateur et l'acteur : chaque citoyen peut remplir un, deux ou trois de ces rôles

Imposer la mise en place de commissions extra-municipales

Faire connaître nominativement des réussites, même s'il s'agit de petits projets

Quelle réactivité pour un système idéal par rapport aux demandes du citoyen ?

Donner au citoyen l'occasion de s'exprimer sur des sujets qu'il connaît : Internet et réunions locales sur un sujet précis

Court terme : faire du concret. Moyen et long terme : offrir une vision

Retour à la confiance envers la politique, et donc retour à la participation, à la démocratie indirecte

Trouver un nouvel équilibre entre le choix individuel et ce que peut offrir un parti politique  
(1)

(1) *Chacun peut, via un parti politique, décider de donner de son temps, de son énergie et de ses talents à la communauté. Le parti lui propose de se révéler TEMPORAIREMENT.*

## Comment valoriser l'initiative individuelle et collective ?

Valoriser davantage les enfants à l'école dès la maternelle

Encourager la remontée d'expériences

Prise en compte de l'avis citoyen émanant des débats publics

Développer la politique locale de proximité

Redonner son vrai rôle à la télévision

Pour une dynamique d'inclusion active de tous

Bonne pratiques : quelles sont les conditions du passage à grande échelle ?

Valoriser les associations citoyennes avec des moyens d'action

Soutenir et aller vers l'associatif, acteur écologique

Prendre en compte les initiatives associatives et de proximité sociale

Repartir des solidarités locales, décentraliser

Ecouter, rencontrer les citoyens sur le terrain

Détecter l'initiative individuelle et collective, et écouter !

Encourager et faciliter le travail du monde associatif





## Le programme de l'après-midi

---

14h00 Synthèse du matin  
Précisions sur le programme de l'après-midi

14h15 Table ronde  
Hommes, organisation, méthodes, calendrier

**Richard Hasselmann**, *Hommes et méthodes*

**François Pelletant**, *Organisation*

**Antoine Dupin**, *Calendrier*

14h45 Séance de travail collectif : Ateliers

15h30 Séance plénière : restitution des travaux

15h50 Débat - Questions, réponses

16h20 **Corinne Lepage**

Conclusion de la journée : Et maintenant ?

### Les objectifs de l'après-midi

Après le "Quoi", le "Comment ?" ...

Partager une réflexion sur les modalités pratiques de construction d'un espace politique humaniste, écologiste et humaniste : avec quels hommes, quelle organisation, quelles méthodes, dans quel calendrier ?

### Les intervenants - Bio express

**Richard Hasselmann** est Président de Libr'Acteurs, initiateur du projet ESSOR (**E**conomie **S**ociale **S**olidaire et **R**esponsable) et promoteur du concept "1000 Talents pour 2012".

**François Pelletant** est maire de Linas (Essonne) et Conseiller général de l'Essonne. Il est également en charge du pilotage du projet de révision des statuts de CAP21.

Ancien Conseil Régional d'Ile-de-France, **Antoine Dupin** est conseiller municipal de Meudon (Hauts-de-Seine).

---

## Hommes et Méthodes

par Richard HASSELMANN

Merci à tous et à toutes de votre présence.

Compte tenu du retard pris et du temps imparti, je vais essayer d'être concis, bien que le thème soit central.

**Hommes** - et femmes - c'est l'essence même de notre projet, car humanisme a un sens, et par personnalité je crois avant tout dans le contact de terrain.

Ce contact de terrain c'est celui qui se perd, et que l'on croit remplacer par les NTIC, qui ne sont que de simples outils.

Certains le savent, sans dénier l'utilité des sites et espaces collaboratifs, je dis qu'ils sont trop confortables, pour l'anonymat, les logorrhées, et les petites obsessions.

Notre nouvel espace, doit repérer les bonnes pratiques, et en susciter de nouvelles, il doit surtout rendre le citoyen acteur de son destin.

François Pelletant, qui pilote la révision des statuts, vous dira sans doute - du moins je l'espère - que les travaux en cours vont s'attacher à donner la main au terrain, à l'affinitaire, et à l'émergence ici ou là de nouveaux talents, qui seront portés par la proximité géographique.

Notre rôle au niveau structurel, sera donc de trouver les vecteurs, les moyens et méthodes, pour repérer les "1000 talents pour 2012", dont parlera Daniel Neraudau dans l'un des ateliers qui suivront.

Il ne suffit pas de vouloir briguer un mandat pour pouvoir le faire, il ne suffit pas d'avoir une expertise ou une idée forte pour estimer qu'elle doit être entendue. Il faut se confronter aux autres et réunir une série d'ingrédients.

Le charisme, la faculté d'élocution, un cursus transparent, une certaine expertise, et une conviction vraie. On tamise les bonnes pratiques et aussi les profils.

**Faire de la politique autrement**, c'est considérer que "le citoyen acteur de son destin", dans un creuset collectif, forge ce qu'il attend pour le bien du plus grand nombre, et choisit ensuite ceux ou celles qui lui paraissent les mieux à même de mener cette mission.

Dans un mandat, qui est un vrai contrat il y a le **mandant** (le citoyen) et le **mandataire** (l'élu). En ma qualité de juriste, je regrette que les mandataires élus oublient les comptes à rendre aux mandants (électeurs).

S'agissant de la méthode, pour ce nouvel espace, elle est protéiforme.

Au sein de **TERRE DEMOCRATE**, nous avons créé un atelier NOUVELLE DONNE, et en synthèse première cela a débouché sur des réunions de terrain à VERSAILLES et à LYON, en forme de villes test.

Occasion de rencontrer et d'écouter des membres de TERRE DEMOCRATE, venus de tous les partis, mais aussi des curieux et sympathisants, et de commencer ainsi à ouvrir la liste des 1000 talents. En ce sens, ici nous ne sommes ni CAP21, ni Terre démocrate.

Nous avons lancé le concept de l'**ADEP** (Association pour l'emploi de proximité) qui est un vrai projet, mais aussi une opportunité pour confronter nos vues au terrain.

TERRE DEMOCRATE a d'autres thèmes, et c'est cette méthode que nous devrions utiliser.

Une phase de réflexion et de conceptualisation, une mise en forme pour la présentation, et ensuite un travail dans un cadre général prédéfini.

Certains me diront que je suis trop dirigiste. J'accepte cette critique, car je regrette de voir du temps et des bonnes volontés se perdre en échanges sur des thèmes qui, pour être nobles, ne sont pas prioritaires aux yeux des citoyens. Nous prôtons l'entrepreneuriat politique pratique.

J'arrête là, car mon temps de parole est épuisé, mais je reste à disposition si nécessaire pour prolonger l'échange avec ceux qui le souhaitent.

*Un nouvel espace politique démocrate, écologiste et humaniste  
Sèvres, le 1<sup>er</sup> mai 2010*

**Richard HASSELMANN**

## Organisation

*par François PELLETANT*

Avant de vous parler du travail effectué par Cap21 ces derniers mois, je voudrais resituer les choses et vous dire quelques mots de la genèse du mouvement.

Le mouvement a été créé il y a un peu plus d'une dizaine d'années, précisément parce qu'on a fait le même constat que vous. On sent qu'on est arrivé au bout du bout d'une certaine façon de faire de la politique.

Le XIX<sup>ème</sup> siècle avait sa manière de faire de la politique, le XX<sup>ème</sup> a eu sa manière de faire de la politique, mais on sent bien qu'il y a besoin véritablement d'un nouveau projet, d'un nouveau projet de société. Nous travaillons dans cet esprit : une nouvelle façon de faire de la politique.

Bien sûr, on nous pose la question de savoir en quoi consiste cette nouvelle façon de faire de la politique, on nous demande quel est notre projet.

Eh bien ... quand Christophe Colomb est parti pour découvrir l'Amérique, il n'a pas commencé par décrire très précisément ce qu'étaient les Etats-Unis.

Christophe Colomb a d'abord cherché à se donner les moyens de faire aboutir son projet. Il a cherché aussi à organiser autour de lui des talents pour l'aider à servir son objectif. Et c'est ainsi que se sont dessinées les grandes lignes de ce qui allait devenir le Nouveau Monde.

Et donc, quand on nous demande : "C'est, quoi, votre nouvelle façon de faire de la politique ?" ... Si nous avons la réponse à cette question jusque dans le dernier détail, ce serait facile !

Beaucoup de choses restent à construire. Pourquoi ? Parce que précisément, ce projet politique, c'est le projet des hommes et des femmes qui vivent au XXI<sup>ème</sup> siècle. Voilà pourquoi nous nous appelons Cap21 : nous voulons aller vers un projet politique pour le XXI<sup>ème</sup> siècle.

Jusqu'à ces derniers temps, nous avons travaillé de façon constructive sur un mode un peu ... comment dire ... familial, suivant des statuts et une organisation qui avaient été mis en place au lancement du mouvement pour faciliter son démarrage.

Mais on a bien senti plus récemment qu'il fallait donner du souffle à l'organisation interne de Cap21. Et c'est pourquoi, depuis le mois de janvier, on a engagé avec tous ceux qui ont souhaité y contribuer un travail de refondation des statuts de Cap21.

Parmi les contributeurs, de nouveaux adhérents qui viennent de nous rejoindre. C'est d'ailleurs en partie l'augmentation du volume d'adhésions qui a justifié la nécessité d'une remise à plat et motivé la démarche de refondation.

Le travail n'est pas achevé, et la démarche se poursuit aujourd'hui. Nous allons disposer d'une première version des statuts révisés dans quelques semaines. Et puis nous organiserons un rendez-vous de bilan au terme d'une année pour voir comment tout cela aura fonctionné.

Il faut savoir que le travail se fait dans la durée, parce qu'il s'enrichit au fur et à mesure des contributions des uns et des autres. Je ne vais pas vous décrire ici tout ce qui a été imaginé, mais vous donner quelques éléments sur les orientations :

Tout d'abord, nous sommes partis de l'idée qu'aujourd'hui, un mouvement politique ne se dirige pas : il s'anime.

C'est pourquoi les statuts tels que nous les avons conçus visent à favoriser, à travers une organisation de type confédéral, l'initiative de ceux qui voudront contribuer. Cap21 est un mouvement qui veut s'ouvrir sur l'extérieur et offrir à ceux qui souhaitent contribuer au projet qu'il propose une palette de possibilités.

Cette palette doit permettre à chacun, selon ses souhaits, le temps dont il dispose, la nature et la portée de son engagement, de contribuer à sa manière au projet.

Nous souhaitons également faire en sorte que l'ensemble des organisations locales du mouvement soient autonomes, jusqu'à pouvoir disposer d'un budget propre qui leur permette de pouvoir fonctionner au plan local.

Elles s'organisent en interne suivant des modalités qu'elles choisissent. C'est-à-dire que ce sont leurs membres qui, au plan local, vont choisir l'organisation de leurs instances, déterminer leur règlement intérieur.

Evidemment - c'est le principe même d'une confédération -, chaque organisation disposera d'une représentation au plan national, de sorte qu'une circulation dans les deux sens s'établisse entre la base et le national, et que l'ensemble des idées et contributions puisse converger.

Je ne vais pas rentrer davantage dans les détails, mais ce que je veux dire, c'est qu'il ne faut pas penser, cher Richard [Hasselmann], que les textes ou l'informatique vont remplacer le contact humain. Je crois que précisément, ce qui est en panne aujourd'hui c'est le manque d'humanité dans la relation politique.

Manque d'humanité entre les dirigeants politiques et les citoyens, ce qui explique d'ailleurs beaucoup des problèmes de société que nous avons aujourd'hui.

Manque d'humanité aussi entre les citoyens eux-mêmes. Parce que finalement, ce système partisan que nous avons aujourd'hui, qui veut que lorsque l'on est dans une "écurie" on ne puisse pas travailler avec les autres, est un système cloisonné et limitatif, un système qui ne permet pas de faire avancer la société de façon convenable.

On voit bien souvent au plan local, dans des petites communes, des gens qui, au-delà des étiquettes politiques, arrivent à travailler ensemble et font des choses bien plus admirables que d'autres qui, finalement, passent leur temps en affrontements stériles et tirent plutôt les choses vers le bas.

Je pense que c'est principalement cela qu'il faut mettre en avant : les hommes sont la pierre angulaire du projet qu'ils veulent construire, tout le reste n'étant que des outils.

Les statuts sont des outils, les systèmes informatiques ou Internet sont des outils ... même si ces outils sont tout de même bien utiles, il faut bien le reconnaître. Internet permet de faire des choses qu'on ne pouvait pas faire il y a seulement dix ans, et qui sont autant d'éléments qui peuvent aider à construire ce projet, qui peuvent aider à construire cette nouvelle société que nous voulons.

En conclusion, l'idée force des statuts que nous avons construits consiste à fixer une philosophie d'organisation, de façon à permettre l'épanouissement de l'ensemble des talents qui peuvent exister dans un mouvement politique, plutôt que de cloisonner,

hiérarchiser, organiser les choses de façon trop traditionnelle comme on le fait dans les mouvements politiques classiques.

Voilà.

*Un nouvel espace politique démocrate, écologiste et humaniste  
Sèvres, le 1<sup>er</sup> mai 2010*

**François PELLETANT**



## **Le(s) calendrier(s)**

*par Antoine DUPIN*

Tout ce qui vient de vous être exposé, par Richard Hasselmann d'abord sous l'angle des hommes et des méthodes, puis par François Pelletant sous l'angle de l'organisation, doit s'inscrire dans un calendrier. C'est l'objet de mon intervention que de placer les choses dans cette perspective.

Je crois qu'aujourd'hui, la bagarre de reconstitution des outils politiques dans l'arc centriste est ouverte. Aujourd'hui, sur l'échec, puisqu'il faut parler des choses comme elles sont ... sur l'échec électoral du MoDem tant aux élections européennes qu'aux élections régionales, les choses évoluent, se reconstituent. Tout le monde réfléchit.

Et si nous sommes aujourd'hui dans cette salle, pour beaucoup d'entre nous, c'est parce que nous voulons porter une réflexion, même si nos choix politiques ou nos cartes politiques sont extrêmement diverses. Et c'est bien naturel.

Donc une bagarre politique, une bagarre de calendrier. Et je crois qu'aujourd'hui cette réflexion tient compte de cela. Par rapport à la constitution d'un parti politique qui conviendrait à notre temps, Corinne Lepage nous précisera peut-être quel est son calendrier, quelle est sa proposition de calendrier pour les semaines et les mois à venir.

Cela, c'est pour le calendrier interne "*constitution d'un parti*".

Deuxième calendrier, c'est le calendrier des échéances électorales. Je crois que le futur parti devra affronter deux types d'élections d'ici à 2014. Ce sont d'abord les "*élections de projet*".

Les élections de projet, ce sont pour moi l'élection présidentielle suivie des législatives - quelqu'un qui va porter un projet, incarner un projet, un parti politique qui va pousser un projet politique pour notre pays -, et puis aussi, et c'est encore un peu plus lointain, les élections européennes.

Deuxième élection de projet dans laquelle on exprime, dans un scrutin proportionnel qui est plus facile, cette capacité à dire : "*Voilà, on a un projet pour l'Europe*".

C'est ce qu'a magnifiquement compris, avant beaucoup, Daniel Cohn-Bendit avec l'initiative Europe Ecologie ...

Le parti politique devra donc articuler la constitution de ce projet, en permettant à tous ceux qui veulent exprimer des choses, et de façon très décentralisée, on l'a vu ce matin ... Ce sont des choses qui, si on ne libère pas la parole des communautés de base dans les villes ... on n'arrivera pas à cette capacité à présenter un projet dans ces élections de projet.

La deuxième chose, entretemps, ce sont les "*élections de gestion*". Ce sont des élections locales.

Nous avons 2011. Le futur parti portera-t-il des investitures et des candidatures lors des élections cantonales de 2011 ? Aura-t-il des candidats pour les élections sénatoriales de 2011 ? C'est une question importante.

Il faut l'avoir en tête parce que ce n'est pas évident. Un parti qui se constitue ... Il y a des gens qui disent : "*Non, nous on est sur le projet présidentiel*".

Donc élection de gestion en 2011, après quoi il y aura, en 2014, l'élection des nouveaux conseillers territoriaux et des nouvelles municipalités articulées avec les communautés de communes et les communautés d'agglomérations. Je crois que c'est vraiment cela que le parti doit englober : la capacité à travailler sur des élections de nature différente.

La difficulté est que souvent les partis politiques ... Cela a été le cas du MoDem de 2007 : il a su porter une élection de projet, mais après il n'a plus su créer les voies et moyens pour porter les élections de gestion, et notamment les élections régionales.

Cette distinction, dans le calendrier, entre les différents types d'élection est importante. Et il faut que la future formation ait capacité à créer de la décentralisation, du travail décentralisé, parce que les élections de gestion se mettent sur le terrain.

Les maires parachutés, ce n'est plus possible, les Conseillers généraux qui arrivent de je ne sais où et que personne ne connaît dans leur canton, ce n'est plus possible. Ce n'est pas François [Pelletant] qui me démentira ... Il faut donc que ces élections soient ancrées dans un calendrier. Je terminerai par quelques réflexions :

On dit souvent que nos institutions sont inadaptées. On voudrait changer, on parle de VI<sup>ème</sup> République, on veut changer le gouvernement, on veut changer le mode d'élection, etc. Le problème, c'est que pour changer tout cela, il faut arriver au pouvoir !

Je prendrai un exemple qui pour moi est déterminant, c'est l'exemple d'Obama. On dit : *"Oui, Obama ... victoire extraordinaire !"*. Mais quand vous analysez la façon dont Obama a fonctionné, vous constatez qu'Obama a utilisé toutes les ressources du système américain pour gagner !

Il a notamment mobilisé les abstentionnistes parce qu'il a compris qu'aux Etats-Unis, on pouvait s'inscrire sur les listes électorales au moment de voter. Donc il a mobilisé tous les gens ... il a lancé des dizaines et des dizaines de personnes pour aller recruter les abstentionnistes.

Nous, on peut toujours dire : *"Ah oui, mais le système électoral n'est pas comme on veut"*. D'accord. Mais si on ne s'intègre pas dedans ...

J'ai fait une analyse sur les élections cantonales de 2004. Les conseillers généraux seront renouvelés en 2011. En Ile-de-France, il y a plus de 90 % des seconds tours qui ont été des duels UMP/Nouveau Centre contre PS/PC.

La question qui se pose pour ces élections de gestion, si l'on est un parti qui n'appartient à aucune de ces deux familles, est : *"Comment fait-on pour avoir des candidats qui passent le premier tour ?"*

Il y a beaucoup de solutions. Je crois que l'important est vraiment d'avoir le calendrier en tête de distinguer les "élections de projet" des "élections de gestion", et par ailleurs de bien intégrer le système électoral tel qu'il est pour les différentes élections afin de trouver les voies et moyens pour faire gagner nos idées.

*Un nouvel espace politique démocrate, écologiste et humaniste  
Sèvres, le 1<sup>er</sup> mai 2010*

**Antoine DUPIN**

## Discussion

**Corinne Lepage** - Merci François et toute l'équipe, à laquelle d'ailleurs Antoine a participé, qui travaille là-dessus. Ce que je voudrais, c'est rajouter un petit mot de philosophie. Quand on s'est lancés dans cette aventure de refondation, on avait deux solutions : une solution qui consiste à dire *"On rase tout et on fait autre chose et les différents mouvements CAP 21 et autres viendront s'agréger dans cette autre chose"*. Et puis ça nous paru difficile, d'abord parce recréer de zéro n'est jamais simple, et deuxièmement parce qu'il y a des questions liées au fonctionnement des partis politiques en France (association de financement).

Donc on s'est dit *"On va essayer de faire la même chose en ne repartant pas de zéro, de refonder complètement le mouvement quitte à changer de nom"*. C'est une des possibilités. On est en train d'en discuter précisément pour montrer qu'il y a un changement, et marqués par l'expérience qu'on vient de vivre les uns et les autres.

D'abord ne plus permettre à personne de se retrouver dans la position de minoritaires dans laquelle on s'était trouvés au MoDem, et qui était très désagréable à vivre. Et deuxièmement donner la possibilité de mettre en place ce dont on a parlé ce matin. C'est-à-dire le fait que l'on peut vouloir faire de la politique en ayant une carte ou que l'on peut en faire sans en avoir. Et en donnant cette double possibilité ...

Donc pour ceux qui n'ont pas envie d'être en politique en tant que parti politique, c'est-à-dire avec une carte, on a imaginé cette idée de partenariats qui ne seraient pas forcément des partenariats uniques. C'est-à-dire qu'on ne va pas dire à une association *"On va travailler uniquement avec vous et avec personne d'autre"*. Partenariat ouvert ! Peut-être Terre Démocrate sera-t-il un partenaire, mais il y en a d'autres auxquels je pense.

Avec les partenaires, c'est du travail de fond. Les membres partenaires ne sont pas membres de CAP 21, ils ont le droit d'être membres de CAP 21 ou de CAP autre chose. C'est leur droit politique, mais il n'y a aucune obligation. Ils peuvent être membres de cette association avec la liberté que l'on a quand on n'est pas encarté. Ça c'est une première voie ...

La deuxième voie, c'est d'être membre du mouvement. Et là, on a imaginé une confédération avec une triple représentation : une qui serait politique, avec une liste et ensuite une élection à la proportionnelle - c'est un premier collègue - ; un deuxième collègue qui serait constitué des unions régionales, des territoires ; un troisième collègue qui comprendrait les mouvements, c'est-à-dire des mouvements qui ont envie de nous rejoindre, qui gardent leur autonomie, déterminent en leur sein qui sera présent dans ce collègue et gardent leur liberté. Il y a d'un côté la liberté et de l'autre le partage, l'appartenance à une gouvernance commune ...

Nous nous sommes dits : on va essayer et puis on se donne rendez-vous dans un an pour voir si ça a marché ou s'il faut changer les choses. On se donne rendez-vous un an plus tard pour vérifier si les choses ont fonctionné ou n'ont pas fonctionné.

Encore une fois, il s'agit de quelque chose qui est assez nouveau comme mode d'organisation. On mélange des politiques et des non politiques, on fait du confédéral qui n'est pas comme l'était l'UDF, c'est-à-dire les adhérents de tel ou tel parti. C'est une construction différente, une expérimentation. Ça nous semble bien coïncider avec ce que les gens attendent, avec l'air du temps, avec les différentes possibilités de faire ensemble tout en gardant la liberté, l'autonomie de chacun. Et puis on se donne un an, et on voit dans un an s'il faut changer les outils. Ce sont des outils qui ont été pensés en fonction de ce dont on a parlé ce matin.



Le vrai problème est de savoir si l'on veut changer la société française et comment la faire changer. Quel est le projet que l'on veut proposer à nos concitoyens ? C'est de là qu'il faut partir et ensuite on se pose la question de savoir ce qu'on fait pour y arriver.

Ils [ceux qui ont travaillé sur la refonte des statuts de Cap21] ont fait un travail de bénédictins, parce que nous avons ouvert tout cela à la discussion. François [Pelletant] a organisé des chats sur Internet à intervalle régulier, des chats où les gens pouvaient venir. Vous savez comment cela se passe lorsque l'on a des discussions de ce genre. Il a fait tout cela avec un souci d'honnêteté, de transparence. Et l'on pourra présenter tout cela très rapidement. La semaine prochaine, on aura une version consolidée, la philosophie est conforme à ce que je viens de vous indiquer.

**Antoine DUPIN** : Il y avait une question tout à l'heure, un Post'It ® qui disait : ce serait bien de disposer d'un parti qui ait une capacité européenne, c'est-à-dire qui puisse essaimer en tant que structure dans les autres pays de l'Union Européenne. La question que je me pose est de savoir si juridiquement ça existe ...

**Corinne LEPAGE** : Pas à ma connaissance. Prenons l'ADLE. J'appartiens comme vous le savez à l'ADLE, au sein de laquelle il y a une mouvance "*Les Démocrates Européens*" à laquelle appartient le MoDem. Voilà ce que nous avons. Je ne sais pas si les Verts n'ont pas une construction complètement européenne. Ce n'est pas impossible.

**François PELLETANT** : Nous avons regardé la question. On est limités en France par le droit français.

**Corinne LEPAGE** : Un parti politique, ce n'est qu'une association loi de 1901.

**François PELLETANT** : L'ensemble que nous avons mis en place va permettre de travailler avec les Français de l'étranger, avec des contacts européens.

**Corinne LEPAGE** : La notion de partenariat telle qu'on l'a conçue est extrêmement large. Il peut tout à fait y avoir des partenariats avec des partis étrangers, avec des associations. Je voudrais juste rajouter deux points : l'idée de rassembler le plus possible et d'avoir des structures souples qui permettent de bosser (il ne faut pas qu'on invente des usines à gaz, des trucs qui ne marchent pas, qui soient d'une complexité extrême). Donc il faut que ce soit souple, il faut que la capacité de rassemblement joue pleinement.

La seule limite qu'on a, c'est non seulement la loi de 1901, mais aussi le financement des partis politiques : on ne peut en aucun cas avoir des personnes morales de type "association" qui financent, ça ne peut être que des personnes physiques, et on ne peut pas non plus se faire financer par des étrangers.





## Les Ateliers de l'après-midi

### Le principe

Quatre ateliers de travail, chacun ayant en charge de réfléchir sur un sujet déterminé.

On attend de la réflexion en atelier qu'elle produise une analyse, des questions et des propositions sur chacun des sujets.

Chaque atelier est animé par un animateur dont le rôle est de distribuer la parole pour permettre la libre expression de chacun, de veiller au respect du temps et d'assurer la production d'une synthèse.

Cette synthèse sera ensuite restituée en séance plénière par un porte-parole de l'atelier, qui peut être l'animateur ou tout autre membre de celui-ci.

Chaque participant choisit librement l'atelier auquel il souhaite participer. Afin de ne pas perturber le fonctionnement des ateliers, il n'est pas permis d'en changer en cours de séance.

La durée du travail en ateliers est de 45 minutes.

### Les sujets

#### Atelier 1 – Les Hommes

*Daniel Neraudau*

**Mille talents pour 2011-2014.** Comment révéler, former et propulser de futurs candidats pour les élections à venir ?

#### Atelier 2 – L'Organisation

*Christian Romain*

**Le parti politique du XXI<sup>ème</sup> siècle.** Un tel parti peut-il exister seul ? Est-il constitué d'une collection ordonnée de réseaux ? Comment peut-il s'insérer dans le paysage politique ?

#### Atelier 3 – Les Méthodes

*Stéphane Gemmani*

#### **Vers une nouvelle gouvernance politique.**

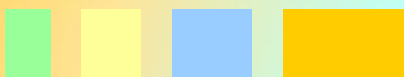
Quelles façons de faire pour préserver la libre expression tout en gardant le cap du projet et les valeurs fondatrices de la démarche ? Quelle articulation avec la société civile ? Comment être crédible et efficace dans la diffusion et la promotion du projet ?

#### Atelier 4 – Le calendrier

*Christian Delom*

**Projet de société et échéances électorales.** L'un et l'autre sont-ils compatibles ? Quel calendrier ? Quelles priorités ?





### Mille talents pour 2011-2014 ...

Comment révéler, former et propulser de futurs candidats pour les élections à venir ?

### La synthèse

---

#### REVELER

Le groupe considère qu'il convient de :

- structurer la détection des personnes ;
- Définit des critères de sélection pertinents par :
  - type d'élection ;
  - typologie des territoires
  - ...
- décentraliser la détection ;
- confier la gestion à des détecteurs ("*talent scouts*") ;
- Centraliser la détection (base de données),

La sélection d'un candidat fait l'objet d'un "*contrat de partenariat*", avec la signature d'une charte du candidat / élu, et d'un programme de formation "personnalisé", en fonction des compétences du candidat.

#### FORMER

Le groupe insiste sur l'importance de cette formation qui doit comprendre, au moins, les thèmes suivants :

##### Le Parti Politique

- structure, organisation, valeurs, positionnement ;
- éthique, Charte de l'Élu ;
- nécessité d'une rencontre des personnes ;
- compléments sur Internet / Web ;
- gérer une campagne : partage d'expérience = bonnes pratiques !

## Les Institutions

- ❑ système électoral français / européen ;
- ❑ bases de droit public ;
- ❑ fonctionnement de l'institution concernée (ville, département, etc.) ;
- ❑ fonction et devoirs de l'élu.

En complément, le groupe recommande une forme de "*tutorat*", pour accompagner le candidat puis ... l'élu !

A l'issue de cette formation, le candidat obtiendrait un "*permis de gouverner*" (qui pourrait être "*à points*" pour prévenir en interne d'éventuelles dérives).

## PROPULSER

Bien entendu, les candidats bénéficieront des outils de communication du Parti.

Mais le groupe pense que le fait de mettre en œuvre efficacement les points précédents (détection et formation) serait de nature à faire la différence (crédibilité) et à faciliter la "propulsion" !

## CONCLUSION

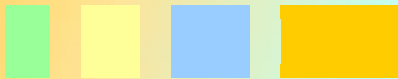
Enfin, le groupe insiste sur la nécessité :

- ❑ d'un Intranet sécurisé pour la gestion de ces informations ;
- ❑ de rencontres physiques, Internet étant nécessaire mais pas suffisant.

*Animation et synthèse*

**Daniel NERAUDAU**





### Le parti politique du XXI<sup>ème</sup> siècle ...

Un tel parti peut-il exister seul ?

Est-il constitué d'une collection ordonnée de réseaux ?

Comment peut-il s'insérer dans le paysage politique ?

Comment révéler, former et propulser de futurs candidats pour les élections à venir ?

### La synthèse

---

#### A QUOI SERT UN PARTI POLITIQUE ?

Définition du groupe : Un parti a pour objectif de faire triompher des valeurs, des idées et des propositions en prenant le pouvoir ou en y participant, par le biais des élections.

Il a donc pour objectif **d'avoir des élus** ; étant entendu que ces élus sont eux-mêmes des « outils » au service des idées et des valeurs défendues par le parti.

#### QU'EST-CE QUI DEFINIT UN PARTI POLITIQUE ?

Il est indispensable de sortir du clivage "*Gauche/Droite*". Le parti du XXI<sup>ème</sup> siècle ne doit pas revendiquer d'appartenance de cette sorte : il doit exprimer clairement une **doctrine** à partir de laquelle les électeurs décideront d'eux-mêmes s'il doit être placé plutôt à droite ou plutôt à gauche (cf. les LibDem anglais).

Qu'est-ce qu'une doctrine ? C'est l'émanation des valeurs et de la vision du monde du parti. C'est l'ensemble des "règles de conduite" qu'il adopte, qu'il communique par ses prises de positions et qui le rendent "*prévisible*" aux yeux des électeurs. "*Prévisible*" signifie que, face à un sujet ou à un événement donné, l'électeur peut anticiper sans trop d'erreur ce que sera la position du parti.

## VALEURS/VISION DU MONDE



### DOCTRINE



### PROJET DE SOCIETE



### PROGRAMME(S)



### ALLIANCES ELECTORALES.

Dans le dessin ci-dessus, les valeurs du parti définissent sa doctrine, laquelle permet à son tour d'élaborer le projet de société défendu par le parti. Ce projet se décline sous forme de propositions concrètes en un programme national et, pour les élections locales, en programmes locaux.

C'est à partir de ces programmes que les alliances peuvent d'envisager, sur base de convergences programmatiques avec telle ou telle formation, voire telle ou telle personne (sous réserve d'une non-contradiction à l'échelle des valeurs et de la doctrine).

L'affirmation claire de sa doctrine permet au parti de **se différencier**, d'être **identifié** par les électeurs et **prévisible** pour eux.

## SEPARER LA FONCTION POLITICIENNE DE LA FONCTION PROGRAMMATIQUE

Le groupe s'accorde à constater que la fonction "*politicienne*" (conquête du pouvoir par les élections) et la fonction "*programmatique*" (élaboration de programmes à partir du projet et de la doctrine) ont intérêt à être séparées et confiées à des structures différentes.

En effet, les rythmes de ces deux fonctions ne sont pas les mêmes, puisque la première est soumise au calendrier électoral et aux aléas de l'actualité, quand l'autre requiert de s'inscrire davantage dans le long terme (on évoque à cet égard l'analogie avec, au sein de l'entreprise, les deux fonctions commerciale et R&D). De plus, certains font remarquer que l'écriture du programme, dans un parti traditionnel, est souvent « confisquée » par les instances dirigeantes qui peuvent ainsi s'assurer que ce programme ne s'opposera pas aux intérêts des divers lobbies qui peuvent les soutenir. La question de la séparation entre « politiciens » et « théoriciens » **rejoint ainsi celle de l'indépendance financière des partis et de leur liberté vis à vis de tel ou tel groupe de pression.**

Concrètement, le groupe convient que la source programmatique du parti est à trouver soit dans des structures préexistantes (associations, syndicats, groupements professionnels, etc.), soit dans des entités ad hoc créées en-dehors du parti ("*Think-tanks*").

Bien évidemment, il faut qu'il y ait accord sur la doctrine et le projet pour qu'une collaboration ou un partenariat soient envisageables.

Sur le recrutement au sein des "Think-tanks", deux positions se font jour au sein du groupe. Certains veulent en réserver l'entrée à des experts du sujet traité, d'autres veulent les ouvrir aux « simples citoyens ». Les premiers font valoir que des « candides » sont susceptibles de freiner les travaux en faisant des propositions irréalistes, faute de véritablement connaître le sujet. Les seconds rétorquent qu'en faisant appel aux seuls spécialistes on n'a aucune chance de sortir des sentiers battus et de déboucher sur de réelles innovations. Un moyen terme semble faire consensus : ouvrir le "Think-tank" aux "simples citoyens", mais en exigeant d'eux au préalable qu'ils se "fassent une culture" sur le sujet par la lecture d'ouvrages ou documents imposés.

### EXEMPLARITE, VERITE, ESPOIR

Sans doute échaudés par une récente expérience, certains membres du groupe insistent sur la notion d'exemplarité : il faut que le parti s'impose à lui-même les règles et les valeurs qu'il prétend prôner. En particulier, il doit être visiblement soucieux d'éthique et de démocratie interne.

Le parti doit également pratiquer un langage de vérité. Face à la situation du pays et aux difficultés qui nous attendent, le discours doit être volontariste et franc. Pas de promesses en l'air ni d'engagements intenables. De l'avis du groupe, seule cette honnêteté du discours permettra de retrouver la confiance des électeurs.

Mais il faudra également tenir un langage d'espoir. Peut-être le groupe exprime-t-il là un écho de la présentation faite le matin par Stéphane ROZES : le discours de vérité doit se doubler d'un discours de solutions. Des solutions qui laissent entrevoir des possibilités d'amélioration, tant individuelles que collectives.

### UN FONCTIONNEMENT DECENTRALISE

Là encore, on sent la cicatrice d'une expérience récente : les membres du groupe insistent pour prôner un fonctionnement décentralisé du parti. Les structures locales doivent bénéficier d'une autonomie tant financière que décisionnelle. En particulier, elles doivent pouvoir décider elles-mêmes de leur candidat et même de leurs alliances dans le cadre des élections locales.

Faute de temps, la question de l'articulation entre stratégie nationale et décisions locales n'a pas pu être traitée.

*Animation et synthèse*  
**Christian ROMAIN**





### Vers une nouvelle gouvernance politique ...

Quelles façons de faire pour préserver la libre expression tout en gardant le cap du projet et les valeurs fondatrices de la démarche ?

Quelle articulation avec la société civile ?

Comment être crédible et efficace dans la diffusion et la promotion du projet ?

### La synthèse

---

#### UNE NOUVELLE GOUVERNANCE, POUR QUOI, COMMENT

Notre groupe a rapidement abouti à l'idée que la "*Nouvelle gouvernance*" devait être considérée comme un outil visant à "*rendre le fonctionnement politique plus transparent, plus simple et plus démocratique*", et qui permettra de "*rendre la politique aux citoyens*".

Pour que cette légitimité s'installe, il faut repenser et réformer :

- ❑ la formation des élites, qui est un domaine d'investigation à la fois central et polémique : central, parce que la fabrication scolaire de ce groupe social est un élément structurant des dynamiques économiques, sociales et politiques ; polémique, car en France en particulier, il n'existe pas de consensus sur le rôle social des élites, ni sur les principes de leur sélection et de leur formation, et par conséquent, dans le management des partis politiques ;
- ❑ les liens entre les niveaux de décisions entre les élu(e)s et les non-élu(e)s ;
- ❑ le statut de l'élu(e), la durée et le cumul des mandats ;
- ❑ la matérialisation de cette envie de nouvelle gouvernance, aussi et principalement à l'échelle de notre Mouvement en devenir ;
- ❑ un système d'organisations internationales ayant plus de ressources et de capacités d'intervention, plus transparentes, plus justes et plus démocratiques ;
- ❑ la signification de la souveraineté citoyenne dans les différents systèmes de gouvernement et le rôle des citoyens comme protagonistes politiques : repenser le sens de la représentation et la participation politique, et planter la graine d'un changement radical de la conscience qui permettra d'évoluer vers une situation où les citoyens auront, dans la pratique, le rôle principal à toutes les échelles.



## THEMES DE REFLEXION ET DE TRAVAIL

Quatre thèmes à retenir :

- ❑ l'architecture de la gouvernance mondiale,
- ❑ les nouveaux rôles à l'échelle de l'État et des territoires,
- ❑ la réappropriation par les citoyens de la politique,
- ❑ les principes juridiques pour une nouvelle gouvernance mondiale.

L'architecture de la gouvernance mondiale est abordée à partir de visions et d'orientations générales, ainsi qu'à partir d'autres aspects plus concrets tels que : la nature et la structure des organisations concernées par la gouvernance mondiale ; les différentes visions de la réforme de l'ONU ; des propositions de nouvelles institutions internationales dans les domaines de l'environnement et de la dette ; de nouveaux processus d'organisation.

Quant aux nouveaux rôles de l'État et des institutions à d'autres échelles territoriales, il est nécessaire d'adapter la notion de mondialisation aux organismes politiques tels que les partis politiques : besoin d'une participation citoyenne plus substantielle comme faisant partie des réformes de l'État ; rôle des institutions à des échelles intermédiaires, telle que l'échelle régionale.

La réappropriation citoyenne de la politique met en lumière, notamment, le statut de l'élu(e)s, la durée et le cumul des mandats, mais aussi le rôle des acteurs non étatiques en général - et celui des mouvements sociaux en particulier - dans le cadre de l'altermondialisation et de ses stratégies, élaborées à l'occasion de rencontres telles que les Forums sociaux mondiaux et la potentialité de constructions émergentes telles que les assemblées citoyennes.

Des propositions et des expériences de coopération en réseau entre institutions, d'outils informatiques, voire de réforme nous amenant vers une Sixième République, sont aussi évoquées.

Enfin, dans le domaine des principes juridiques, ont émergé des propositions telles que la formalisation du principe "*En direction de l'Humanité*" comme modèle de référence pour la gouvernance, la légitimité démocratique de la production internationale de normes, le caractère novateur des procès symboliques contre les entreprises multinationales menés par le Tribunal permanent des peuples - une institution créée par la société civile. Ont été également exprimés le besoin d'une Constitution mondiale et d'un contrat social mondial.

*Animation et synthèse*  
**Stéphane GEMMANI**





### Projet de société et échéances électorales ...

L'un et l'autre sont-ils compatibles ?

Quel calendrier ?

Quelles priorités ?

### La synthèse

---

D'abord une bonne nouvelle : les calendriers du projet de société et ceux des échéances électorales sont compatibles. Mais à certaines conditions.

Les échéances sont même des rendez-vous à ne pas manquer pour révéler le projet et les plans d'action qui vont permettre de le mettre en œuvre.

**2010** doit permettre de construire les premières pierres du projet, les travaux se poursuivront jusqu'en 2012.

**2011, 2012 et 2014** vont avoir chacune l'occasion de mettre en jeu des élections de projet et des élections de gestion.

**2011** ce sera les cantonales pour exprimer des propositions concrètes et les sénatoriales pour dévoiler des éléments du projet.

Pour réussir l'une comme l'autre il faut également insérer le calendrier des candidats.

Ce sera donc avec pragmatisme mais aussi réalisme que seuls des candidats crédibles pourront porter les messages. Dans le cas des cantonales ils devront être déjà implantés et avoir réalisé des actions en lien avec l'esprit du projet. Pour les sénatoriales, il faut s'appuyer sur des élus mais à condition qu'ils reprennent à leur compte une charte minimum révélant le projet.

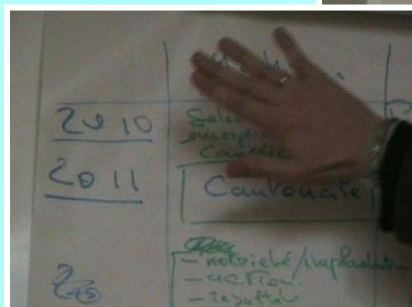
**2012** sera l'année clé à ne pas manquer pour exprimer le projet d'abord aux présidentielles en les consacrant à cet objectif sachant qu'il s'agit d'un projet de transformation donc plus fort et plus visible, puis par les législatives qui permettront de détailler un plan d'action gouvernemental.

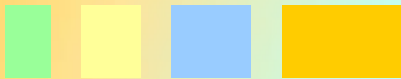
En **2014**, les européennes seront l'occasion de projeter le projet sur l'ensemble de l'Union alors que les municipales et les territoriales devront permettre aux candidats de façon lisible et crédible, de proposer des programmes d'actions audacieux, les candidats ayant au préalable été préparés par les élections précédentes.

Les priorités sont donc, le projet et la détection de ceux qui devront le porter au moins à horizon **2012**.

Année	Elections de gestion	Elections de projet
<b>2010</b>	Sélection et émergences des candidats	<u>Identification du projet</u>
<b>2011</b>	<b>Cantonales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> <u>Notoriété/implantation</u></li> <li><input type="checkbox"/> Actions réalisées</li> <li><input type="checkbox"/> Résultats obtenus</li> <li><input type="checkbox"/> Lien avec le projet</li> </ul>	<b>Sénatoriales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Prendre des élus (corps électoral)</li> <li><input type="checkbox"/> Définir une charte minimum</li> <li><input type="checkbox"/> Octroyer un label</li> </ul>
<b>2012</b>	<b>Législatives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Rappel du projet</li> <li><input type="checkbox"/> <u>Plan d'action gouvernemental à 5 ans</u></li> </ul>	<b>Présidentielles</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> <u>Projet de transformation</u></li> <li><input type="checkbox"/> 3 mesures phares, symbolique et communicantes</li> </ul>
<b>2014</b>	<b>Municipales/territoriales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> <u>candidats préparés et aguerris</u></li> <li><input type="checkbox"/> Plan d'action de mandature découlant du projet</li> </ul>	<b>Européennes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Projet étendu à l'Europe et au monde</li> </ul>

Animation et synthèse  
**Christian DELOM**





*Note du transcripteur*

*Pour une lecture facilitée du compte rendu des débats, les interventions ont été regroupées de manière thématique et certaines d'entre elles ont dû être reformulées pour être appréhendables à l'écrit.*

*L'ordre des interventions dans le compte rendu ne reflète donc pas le déroulement temporel des débats, de même que le texte de certaines interventions n'est pas la transcription au mot près des propos des intervenants.*

### **Démocratie et efficience**

Intervenant : Une question qui est au cœur même de la démocratie : Comment écouter tout le monde et néanmoins converger vers quelque chose qui ait du sens et qui soit efficace ? Il y a là une contradiction de fond et de base de la démocratie, à laquelle nous avons été confrontés en plein.

Enormément d'attentes également autour de la question de savoir comment les citoyens peuvent prendre le pouvoir face à une institution politique qui ne les écoute pas. L'une des manières : formuler des alternatives politiques qui soient crédibles pour remplacer la manière de faire qui est celle d'aujourd'hui. On est donc ramenés au problème précédent, à savoir : comment, à partir des contributions de chacune et de chacun, élaborer collectivement des projets et surtout une alternative politique qui soit à la fois techniquement valable et démocratiquement légitime ?

Richard Hasselmann : La solution passe par une confrontation des idées et un processus de choix des leaders qui doit être ouvert le plus largement possible. Les futurs statuts qui vont être proposés au congrès de Cap21 fin mai et qui ne seront, vous l'avez entendu tout à l'heure, validés qu'en septembre – donc plus tard –, devront prendre en compte ces aspects.

### **Changement d'orientation pour Terre Démocrate ?**

Intervenant : Ma question s'adresse à Corinne Lepage. Je ne vois pas à quel moment il y a eu changement d'orientation de Terre Démocrate, puisqu'à la réunion de lancement de Terre Démocrate à la Sorbonne, elle avait expressément positionné le projet comme déconnecté des échéances électorales pour pouvoir le mener tranquillement sans avoir de problème d'ego, etc. J'aurais donc voulu savoir quels sont les motifs qui ont conduit à adopter une position plus proche des partis ou mouvements classiques.

Christian Romain : Nous n'avons pas parlé de Terre Démocrate. Le périmètre et les objectifs de Terre Démocrate, qui a une finalité autre que politique - au sens classique du terme -, n'ont pas changé : Terre Démocrate est depuis son origine et demeure une structure de réflexion apolitique.

Ce dont il a été question ici – et François Pelletant précisera le propos –, c'est de la refondation, de la révision des statuts et de l'éventuel changement de nom de Cap21, et non de Terre Démocrate.

Terre Démocrate a été citée en tant qu'association existant par ailleurs, parallèlement aux partis politiques. Ce positionnement d'association - différent, parallèle, et ayant une autre finalité que politique - existe encore et n'a pas changé.

Philippe Houbert : S'agissant de Cap21, le débat sur le nom, je tiens à le préciser, est juste ouvert. Pour l'instant, aucune décision n'a été prise. Il y a des débats internes et c'est bien logique. Donc pour l'instant, pas trop d'excitation sur cet aspect là parce que vous pensez bien que c'est aussi très important.

Corinne a bénéficié, pour de nombreuses raisons, d'une très forte couverture médiatique ces dernières semaines et ces derniers mois. Elle commence à être tout à fait identifiée comme Présidente de Cap21. Donc Cap21 commence à être quelque chose de reconnu. Au moment où l'on commence à être reconnu, est-ce le bon moment pour changer de nom ? Il y a un débat.

François Pelletant : Je ne crois pas qu'il soit question d'engager Terre Démocrate dans une stratégie politicienne ou électorale. Je voudrais rassurer sur ce point.

En revanche, l'esprit qui est celui de nos travaux d'aujourd'hui n'est pas de fixer le cadre de Cap21. Il s'agit, dans le cadre des travaux du groupe projet qui vous ont été exposés ce matin et de la méthode, de voir comment cela peut se caler sur un échéancier.

Il faut peut-être aussi ne pas faire trop d'angélisme ! C'est bien d'avoir des idées, c'est bien d'en débattre. Mais en politique, il faut aussi gagner des élections. Et gagner des élections, ça se prépare. C'est la raison pour laquelle, de façon très prosaïque, le calendrier des prochaines échéances a été dressé ici.

Daniel Neraudau : Un témoignage terrain, peut-être, qui vient de mon vécu sur quelques campagnes électorales.

Je suis personnellement à Terre Démocrate. J'ai constaté qu'un certain nombre de citoyens étaient intéressés par la politique sans pour autant avoir envie d'être dans un groupe avec une étiquette politique.

Pour moi, Terre Démocrate a cette vertu qu'elle permet à des citoyens, quelle que soit leur origine, qu'ils soient ou non en politique, de pouvoir discuter et travailler à différents niveaux : au niveau du territoire, sur des thématiques nationales ... Cela permet aux citoyens de se retrouver, et c'est pour moi un élément fondamental.

C'est pourquoi il est important que Terre Démocrate vive sa vie et que les partis politiques vivent la leur de leur côté, même s'il y a des ponts et des liens.

## **Engagement et militantisme**

Intervenant : Une réflexion concernant la méfiance vis-à-vis de la "base" : il semble qu'il y ait une crainte à l'égard de l'entrisme et des manipulations et manœuvres qui ont cours de manière assez récurrente dans le monde politique.

Plutôt que d'avoir une approche "*adhérent/non adhérent*" ou "*politique/société civile*", j'aurais proposé une approche "*militant/sympathisant*". Le militant n'est pas forcément celui qui distribue des tracts - ou pas uniquement celui qui distribue des tracts - mais celui qui participe d'une manière ou d'une autre à des travaux exposés au regard de tiers.

Ce n'est pas le fait de participer à un groupe de travail qui fait que l'on se découvre ou que l'on s'affiche. Par contre, si l'on distribue des tracts, si l'on intervient à l'extérieur, c'est moins facile de rester dissimulé.

Donc l'activité militante permettrait de s'ouvrir, et en même temps d'avoir une sorte de "*sas de cooptation*".

Daniel Neraudau : D'un point de vue politique, les électeurs ne sont pas tous prêts à s'impliquer, à être militants. Il y a des adhérents qui ne sont pas prêts à militer, qui n'ont pas le temps ... et qui sont simplement demandeurs d'informations. Et puis il y a ceux qui ont un peu de temps et qui vont devenir des militants, et qu'il faut former.

Or je constate, du moins sur mon territoire – tous partis confondus –, que la formation des adhérents et militants est globalement faible, très faible même.

Enfin, le passage du "*militant*" au "*candidat*" nécessite vraisemblablement des équipes différentes. On peut avoir envie d'être militant sans pour autant vouloir être candidat. Ce sont deux chemins complémentaires, même si l'on doit pouvoir passer de l'un à l'autre.

## **Enjeux cruciaux pour un parti politique du XXI<sup>ème</sup> siècle**

Walid Oueslati : L'exemplarité est, je pense, quelque chose de très important. Elle implique l'indépendance. J'ai bien aimé ce qui a été dit concernant l'indépendance par rapport aux lobbies.

On souffre aujourd'hui de ces alliances occultes qui ont fait voler en éclat l'indépendance et ont décrédibilisé les hommes politiques.

On va parler des gens qui sont capables de porter des projets, comment les sélectionner, comment faire émerger des compétences et des talents. Ca viendra, mais nous n'en sommes pas là.

On en est seulement au démarrage, et nous devons parler des domaines de prédilection, des moyens de s'organiser différemment, et surtout du positionnement dans le paysage politique français d'aujourd'hui et de la façon de se différencier et, en particulier, de se différencier du Mouvement Démocrate.

Christian Delom : Est-on en capacité de faire coïncider l'émergence d'un projet avec la réalité politique ? Si l'on veut arriver à mettre en place un projet de transformation, ou de transition comme l'a dit Corinne tout à l'heure, il est clair qu'il y a une fenêtre de tir, mais pas dix huit. Posons-nous la question.

C'est bien une élection présidentielle qui nous permet de parvenir aux manettes pour assurer cette transformation, ne pas accepter les choses telles qu'elles sont. Moi, il y a des choses qui me choquent dans l'organisation institutionnelle et que j'aimerais transformer. Mais on ne peut y arriver que si l'on a les manettes !

Il faut être à la fois pragmatique et se garder de tout angélisme, mais ne jamais perdre de vue l'objectif. Ce n'est pas si simple !

Beaucoup ont été suffisamment angéliques pour considérer que le projet était l'alpha et l'oméga et on a bien vu que, dans certains cas de figure, on se "*ramassait*" sur la réalité.

Essayer de faire cet exercice consistant à préserver les objectifs tout en mettant en œuvre localement des tactiques électorales pour arriver à l'objectif final - qui est celui d'une transformation - est indispensable.

Tout cela a peut-être manqué dans d'autres aventures, ce qui explique ou peut expliquer quelques résultats difficiles et quelques transformations en réalités beaucoup moins idéalistes des idéaux initiaux.

## **Pourquoi pas Europe Ecologie ?**

Intervenant : Je suis celui qui a proposé un "*permis de gouverner*".

Faut-il vraiment créer un parti ? Pourquoi ne pas se rapprocher d'un groupe existant ? Je pense spontanément à Europe Ecologie, qui n'est ni de gauche, ni de droite ... Pourquoi ne pas essayer d'aller jusqu'à "*infiltrer*" ce groupe pour pouvoir atteindre rapidement nos objectifs ?

Philippe Houbert : Pour ce qui est d'Europe Ecologie, la question est ouverte. Peut-être l'avenir nous conduira-t-il à nous intéresser davantage à Europe Ecologie qu'on ne le fait aujourd'hui.

Il faut savoir tout de même qu'au sein de Cap21, au terme d'un Bureau politique élargi tenu le 27 mars au cours duquel chacun a pu s'exprimer, et notamment les élus Cap21 qui venaient de se faire élire sur des listes Europe Ecologie, il a été établi que les adhérents avaient toute liberté de participer aux réunions des ruches ou des coopératives Europe Ecologie dans leurs différentes régions.

Pour l'instant, nous n'avons pas encore fait de synthèse de ces participations. Je pense que le Congrès sera l'occasion de faire un bilan des premières réunions. Pour ce que j'entends aujourd'hui, les retours montrent une extrême diversité.

Sur Paris, les choses se passent très bien. Gilles Lacan, qui n'est pas parmi nous cet après-midi mais qui était là ce matin, m'a dit plusieurs fois qu'il était intervenu lors de ces réunions et qu'il y est applaudi lorsqu'il se présente en tant que Cap21 et qu'il exprime les idées de Cap21.

Par rapport à cela, je peux vous dire que personnellement, dans le Val d'Oise, j'ai un retour assez radicalement différent. Je suis loin d'être applaudi et on continue vraiment à me regarder comme l'intrus de la partie. Les choses évolueront ... C'est une vraie révolution !

Vous voyez aussi les choses évoluer au fil des jours puisque cette semaine, et notamment ces deux derniers jours, il y a une décision très importante qui a été prise concernant la possibilité d'une adhésion directe à Europe Ecologie, ce qui n'était pas possible jusqu'à présent parce que les Verts verrouillaient. On va donc voir comment tout cela va se concrétiser. On met tout cela sous très grande observation et on verra si les choses se concrétisent ...

Une adhésion directe à Europe Ecologie ... Si les non Verts d'Europe Ecologie prennent de plus en plus de poids et finissent par prendre le pouvoir ... Aujourd'hui, ce sont les Verts qui détiennent les finances d'Europe Ecologie ... et ce ne sont pas forcément les Verts les plus ouverts !

## Si le sujet du jour est Cap21, disons-le clairement !

Intervenant : La question qui était initialement posée tournait autour de l'idée d'un parti politique "*démocrate, écologiste et humaniste*" Pourquoi en créer un ? Il en existe un, c'est Cap21 !

Il faut dire les choses clairement : est-ce que nous sommes ici pour créer un nouveau parti ou bien pour savoir si Cap21 est capable d'accueillir cette demande ? Je précise que je suis un adhérent récent de Cap21, et que je ne suis encore jamais intervenu dans les débats.

A ce sujet, je pense que ceux qui sont en train de faire évoluer les statuts de Cap21 ont une lourde responsabilité en ce moment, et je ne sais pas si une réunion comme celle que nous avons eue aujourd'hui sera suffisante pour que vous [les responsables en charge de la révision des statuts] captiez bien les attentes des différents "*SDF*" du centre en ce moment.

Christian Romain : Ce matin, avec l'exposé de Stéphane Rozès, on a entendu confirmation d'une chose que l'on sent tous de manière assez intuitive, qui est que cet espace "*écolo-démocrate*" existe bel et bien ailleurs que dans nos rêveries et dans nos esprits, et qu'il représente effectivement une opportunité politique en même qu'un espace dans lequel nos valeurs peuvent trouver à s'exprimer.

J'insiste sur les deux aspects, parce que si je parlais juste de l'opportunité, je donnerais l'impression de faire du marketing. On aurait l'air de se placer là faute de pouvoir se placer ailleurs.

Non, ce sont d'abord des valeurs auxquelles nous croyons, et qui sont partagées – les études sociologiques le montrent – par un nombre croissant de Français. Voilà ce qui nous intéresse. Et ce que nous avons à proposer, potentiellement, intéresse un nombre croissant de Français.

Or que constatons-nous ? Si cet espace existe aujourd'hui, l'offre politique elle-même pour parler encore une fois en termes marketing –, n'est pas constituée. Il existe aujourd'hui un certain nombre de petites structures qui se sont constituées un peu partout en France, et qui méritent d'être rassemblées parce qu'elles vont toutes dans le même sens comme autant de sources, de ruisseaux, qui peuvent demain composer une rivière, voire un fleuve.

L'objectif de la journée d'aujourd'hui est de faire un fleuve à partir des petites rivières et de se poser la question de savoir si nous avons les moyens de faire un fleuve à partir de ces petites rivières.

Ma conviction – je le dis en mon nom propre – est que nous avons ces moyens. Oui, nous avons les moyens de porter les valeurs écolo-démocrates auxquelles nous croyons. Oui, nous pouvons, en nous rassemblant, exister, porter témoignage et arriver à faire triompher ces valeurs.

Maintenant, comment le faire ? On a dit que fabriquer *ex nihilo* était certainement une possibilité, mais que construire sur quelque chose qui existe déjà en était une autre plus facile.

Donc s'il existe effectivement un parti, Cap21, qui est porteur de ces valeurs et qui a déjà commencé à travailler sur un certain nombre de choses, et si ce parti nous dit aujourd'hui - j'en parle d'autant plus facilement que j'y appartiens - : "*Nous sommes prêts à évoluer.*"



*Nous sommes prêts à nous transformer. Nous sommes prêts à nous refonder. Nous sommes même prêts – Corinne l'a dit – à changer de nom pour exister sous une forme différente" ... Si tout cela est possible, alors nous serions bien bêtes, pour ne pas dire autre chose, de ne pas exploiter cette opportunité !*

Donc les réponses sont à mon avis : oui, il y a quelque chose à faire ; oui nous sommes là pour fonder un nouveau parti à partir de quelque chose qui est prêt à évoluer. Et il est vrai que c'est une responsabilité énorme, autant pour ceux qui ouvrent la porte que pour ceux qui demandent à être invités. Il faut que les uns et les autres joignent leurs efforts pour que nous y arrivions.

## **Candidatures, calendrier et élections**

Intervenant : Lors du travail en atelier, j'ai bien aimé ce qui a été dit sur les contrats de partenariat. J'ai moins apprécié l'idée que l'on puisse faire un partenariat avec des candidats qui ne seraient pas nécessairement adhérents. On a déjà vécu cela à l'intérieur du Mouvement Démocrate et cela ne s'est pas toujours bien passé.

Je mettrais l'idée du *"permis de gouverner"* en parallèle avec ce que nous avons proposé dans le Gard, à savoir une *"Charte de l'Elu"*. Lorsque l'on a un candidat – ou une candidate d'ailleurs - qui a des compétences, qui est reconnu, qui est bien implanté sur son territoire, il doit signer une charte avant de pouvoir s'engager dans l'élection.

Certes, nous sommes contraints dans un certain calendrier par nos institutions, par la nécessité d'avoir des élus pour exister. Mais les questions que je me pose, questions que je me posais d'ailleurs déjà avec le Mouvement Démocrate, sont : Avoir des élus, à quel prix ? Quels élus souhaite-t-on ? Ces questions apparaissent essentielles.

Intervenant : Je suis MoDem et fier de l'être, même si je *"l'ouvre"* en interne, et pas toujours de manière très gentille. Je suis ici aujourd'hui pour participer à la création éventuelle d'un nouveau parti politique. Mais s'il faut parler *"couleur d'étiquette politique"*, je préfère être orange que vert. Donc s'il s'agit d'ouvrir à d'autres personnes, attention aux étiquettes : Europe Ecologie, c'est vert !

Quant au calendrier, c'est important. Car si nous n'avons pas de date butoir, on peut toujours réfléchir et discuter jusqu'à la fin des temps, et rien ne sortira jamais. Il est donc important d'avoir un calendrier pour pouvoir faire les choses en temps et en heure. La finalité, c'est encore autre chose.

Avec quelques autres personnes, je suis en train de préparer les élections cantonales 2011. A mon avis, nous avons déjà un mois de retard dans le démarrage de la préparation de ces élections ...

Quel que soit le projet, quelle que soit l'élection, il y a de l'animation à faire. Parce qu'il est hors de question d'arriver une semaine avant l'échéance électorale pour dire : *"Coucou c'est nous, votez pour nous"*.

Cela implique une présence sur le terrain, la tenue de petites réunions locales pour montrer sa présence et dire : *"Nous existons"*. Au MoDem, par exemple, au moment des élections européennes, il y avait eu des *"cafés démocrates"*.

Il est essentiel de commencer à se structurer et faire de l'animation au niveau local, simplement pour se faire connaître et faire connaître son parti dans un premier temps, avant même de commencer à parler du projet, qui de toute façon demandera un certain temps d'élaboration.

## Et le Mouvement Démocrate ?

Christian Delom : Moi je considère, et cela a été très bien dit par d'autres que moi, que le MoDem n'est pas une propriété privée. Il y a des militants dans ce Mouvement qui aujourd'hui ne sont pas forcément satisfaits de ce qui se passe, et qui constatent avec amertume que la diaspora démocrate – je veux bien dire "*écolo-démocrate*" compte tenu de ce qui s'est dit ici aujourd'hui et qui est, je crois, l'un des apports de cette journée ... - finit par être dans l'inefficacité par rapport à ses objectifs.

Ce qu'il faut rappeler tranquillement, y compris d'ailleurs à François Bayrou, c'est qu'on ne fait pas dans un pays une transformation sociale, on ne fait pas une transformation institutionnelle, et encore moins une transformation économique, en jouant l'exclusion.

La démarche qui est la nôtre aujourd'hui – en tout cas c'est la mienne - consiste à aller à la rencontre de toutes celles et ceux qui pensent comme moi, mais qui finissent par aller se nicher dans différents endroits et perdent un peu de vue leurs propres valeurs parce que ces différents endroits ne sont pas aujourd'hui nécessairement ceux dans lesquels leurs valeurs sont les mieux défendues.

Donc la démarche procède de deux chemins : le premier chemin pour ceux qui ont déjà fait le pas et qui considèrent qu'il faut construire autre chose, et le second chemin pour ceux qui pensent – et j'en fais partie – qu'il faut fédérer, et qu'il faut fédérer au maximum.

Si certains dans les mouvements aujourd'hui, dont le Mouvement Démocrate, ne souhaitent pas cette fédération, il faudra qu'ils se positionnent. Et le jour où ils se positionneront en disant "*Nous on ne veut pas se fédérer*", il ne faudra pas qu'ils disent "*Je veux rassembler*".

Christian Romain : Le MoDem, nous l'avons tous vécu, c'est François Bayrou et, de temps en temps, Marielle de Sarnez. Cela veut dire que le MoDem est une écurie qui est destinée à porter un homme, comme dans le village d'Astérix : un sur le bouclier et tous les autres dessous. Voilà ce qu'est le MoDem.

Le parti qui nous intéresse – et c'est pour cela que c'est important d'avoir parlé du calendrier - est un parti collectif au service d'un projet collectif. Ce n'est pas un homme ou une femme ... Parce que s'il s'agissait d'être derrière une femme après avoir été derrière un homme, je vous le dis franchement, moi je n'y serais pas [rires].

Je suis prêt, derrière Corinne, mais à condition que ce soit collectif, que ce soit commun, que ce soit partagé. Si je n'avais pas cette assurance, je ne serais pas là. Or je suis là, donc que j'ai cette assurance.

La différence entre le MoDem et ce que nous voulons faire, c'est que ce que nous voulons faire est collectif. Ce que nous voulons faire, c'est une équipe. Ce que nous voulons faire, c'est faire un travail en commun. Et non pas porter quelqu'un au pouvoir parce qu'un jour, il s'est réveillé en se disant qu'il deviendrait Président. Voilà ma réponse, qui n'engage que moi.

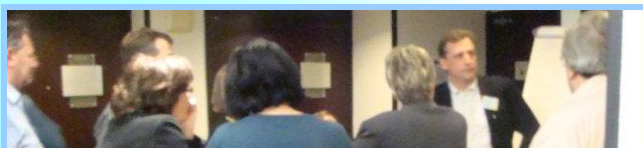
Walid Oueslati.: La question du MoDem ne doit pas être balayée d'un revers de main. Ce point est très important, car l'engagement politique de beaucoup de gens vient, non pas de ce qu'ils ont suivi Bayrou, mais de l'adhésion à un projet qui les a conduits à s'engager politiquement.

Si nous sommes là aujourd'hui, moi et d'autres, tout en étant encore au MoDem – il n'y rien à cacher là-dessus -, c'est parce qu'on s'attache à l'idée qui nous a fait nous engager en 2007. On ne s'attache pas à la personne de François Bayrou, encore moins à de Sarnez, et pas plus d'ailleurs à Corinne Lepage, pour dire les choses comme elles sont. A ce propos, j'aime bien ce qui a été dit sur la question du collectif.

Je souhaiterais qu'on approfondisse la question du MoDem et surtout, que l'on ne crée pas d'hostilités inutiles. Car il se peut, par des mécanismes que je ne maîtrise pas – en politique les choses sont toujours complexes -, que la vapeur joue dans un autre sens et que beaucoup de personnes du MoDem découvrent que ce qui leur a manqué au MoDem est quelque part ailleurs.

Nous pourrions mettre en place un groupe de réflexion sur ce sujet, auquel je serais prêt à participer. Je suis très fortement engagé dans ma région, et il s'est créé beaucoup d'affinités avec beaucoup de gens au MoDem qui sont des militants sincères, des gens de terrain, des gens qui sont capables de faire ...

A entendre le message qu'a délivré Corinne tout à l'heure, je suis quasiment sûr qu'ils répondront présent.





### Et maintenant ?

*par Corinne LEPAGE*

Juste quelques mots. Je dois partir dans quelques minutes.

D'abord un immense remerciement, une grande reconnaissance à ceux qui ont organisé cette journée. C'était organisé de manière très professionnelle et deuxièmement à ceux qui ont sacrifié cette journée du 1er mai, qui ne sont pas allés manifester ... Ne regrettez rien, il n'y avait pas beaucoup de monde- j'ai vu ça sur les écrans en passant-.

Merci d'avoir fait cet effort. Merci à ceux qui sont venus d'Allemagne, ceux qui sont venus du Sud, BENCIVENGO est reparti, merci à ceux qui sont venus d'un peu partout ...

La première partie a montré que si on avait besoin d'une démonstration, que c'est en repartant pas de la base parce que vous n'êtes pas la base, de ce qui est la substantifique moelle d'un mouvement, qui peut représenter par rapport à un parti ce qu'est le citoyen par rapport à un parti ... si l'on voulait la preuve que ça marche en faisant du bottom up, des résumés très brefs qui ont été faits de ce qui a été dit en atelier, il y a 4 ou 5 idées vraiment nouvelles qui sont sorties.

L'idée par exemple d'un permis de gouverner, je trouve que c'est extrêmement astucieux, je n'ai jamais entendu ça jusqu'à présent, c'est une idée intelligente, une idée à fouiller, celle-là m'est venue à l'esprit ...

Il y a une vraie maturation, une vraie réflexion qui se fait sur le sens vers lequel il faut aller et tout cela me rend très optimiste... Quand on prend la peine de se poser au sens physique du terme, au sens intellectuel du terme, de se poser les bonnes questions, on arrive au sein d'un petit groupe, nous sommes 60 à 70 personnes ici, on arrive à faire émerger des choses qui sont nouvelles, qui sont dynamiques et qui donnent envie...

On est en politique parce qu'on a envie de s'appliquer, parce qu'on est des hommes et des femmes qui nous ne considérons pas comme des consommateurs, pas des gens impliqués dans le court terme et dans l'immédiat, mais dans des valeurs qui sont plus vastes. C'est ce qui fait le sel de la vie.

Tout cela explique ce qui est sorti aujourd'hui et qui est extrêmement intéressant- Bernard nous fait l'amitié de tout enregistrer, je regarderai la cassette - Je ne prétends pas avoir la science universelle, je suis comme vous, je suis à la recherche avec le sentiment d'une certaine urgence, tu l'as dit Christian, le calendrier colle, oui à condition de ne pas rester sur sa chaise. Il y en a d'autres autour de nous qui font des choses, nous sommes obligés de nous inscrire dans ce calendrier. Celui de De Villepin avec son parti qu'il crée le 19 juin, celui d'Europe Écologie avec les assises du 6 juin, il faut que nous soyons dans une dynamique et dans un ordre de marche qui nous concerne.

Nous avons notre congrès constitutif ou re-constitutif le 29 mai, c'est dans 4 semaines. C'est donc proche et nous avons choisi la journée du 30 mai, du lendemain, pour réunir tous ceux qui souhaiteraient participer, des mouvements dont j'ai parlé tout à l'heure. Ça se tiendra le 30 mai à Paris au Théâtre Dejaset. La journée du dimanche sera consacrée à tout cela , ensuite université d'été, des élections au mois de septembre, et la mise en

marche pour le programme en travaillant de cette manière qui est très ouverte qu'on a essayé de mettre en place grâce à vous aujourd'hui et qu'on va évidemment continuer avec les mouvements qui sont dedans, avec les mouvements associatifs qui sont dehors. Parce qu'il faut absolument, tu l'as rappelé Christian dans ton propos, l'idée est d'offrir un projet de transition, un projet qui rompt avec la situation antérieure et qui sait qu'il ne peut pas encore se placer dans la situation idéale postérieure.

Cette idée de transition entre le souhaitable et le possible dont on a parlé ce matin tout en expliquant bien qu'on peut le faire maintenant, c'est ici et maintenant que ça se passe.... Je crois que si on réfléchit tous autour de cette idée, la direction est assez simple, il faut voir ensuite ce qu'on met dedans, autour de ces 4 pactes qui vont parler à nos concitoyens, et qui permettra de s'attaquer à cette difficile contraction ....

Je terminerai sur ce qu'a dit Christian ROMAIN tout à l'heure, il y a un point essentiel. Nous avons la chance de n'avoir de comptes à rendre à personne, nous ne dépendons d'aucun lobby, nous ne sommes financés par aucun lobby, nous n'avons d'intérêts à défendre que ceux que nous pensons être l'intérêt général point barre! Par voie de conséquence, les liens qui peuvent exister de manière évidente ou moins évidente entre de grands partis politiques et telle ou telle grosse société dont les intérêts doivent être servis au passage, ça ne nous concerne pas. Et cette liberté-là nous donne le droit de penser ce que nous voulons, de le dire et de le faire..... Alors que les autres peuvent peut-être le dire, mais on sait très bien qu'ils ne le feront pas. Et nous avons une vraie capacité de faire, même si nous sommes moins gros que d'autres, et cette liberté ne se partage pas , on l'a ou on ne l'a pas, nous avons la chance de l'avoir !

Voilà ce que je voulais vous dire pour conclure. J'espère vous revoir très nombreux le 30. D'ici là, il faut bosser, les documents vont arriver, ma ligne est ouverte. Nous sommes une équipe que je tiens vraiment à remercier Richard, Christian, Daniel, Christian, Éric, Colette, Laurent, Franck Parmentier, Hubert Cornil, Caroline, Antoine la cheville ouvrière, Philippe Houbert, un grand merci à tous. Je suis vraiment pleine d'optimisme. On n'a pas le choix, le pessimisme ne sert vraiment à rien, l'optimisme ne signifie pas la béatitude et j'espère avancer avec vous.

*Et maintenant ?  
Sèvres, le 1<sup>er</sup> mai 2010*

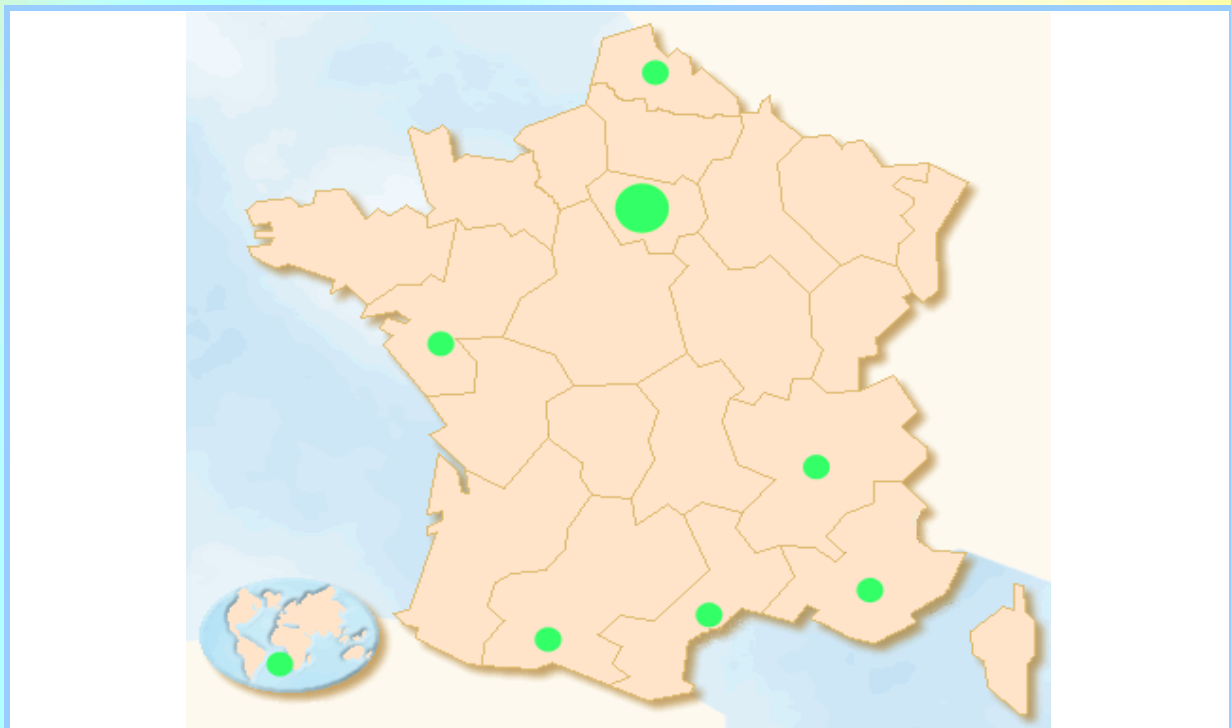
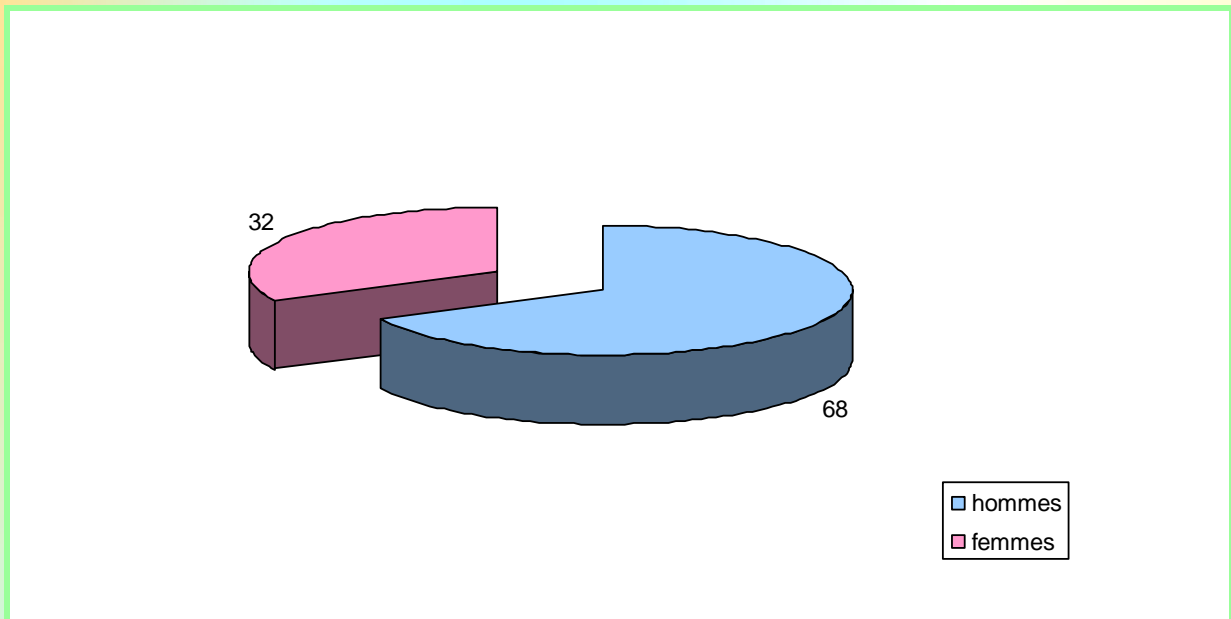
**Corinne LEPAGE**





## Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ?

72 personnes ont signé la liste d'émargement de la journée.  
Voici la répartition des participants par sexe et par région :





## Licence d'utilisation

### Paternité Pas d'utilisation commerciale Partage des conditions initiales à l'identique 2.0

Vous êtes libres de :



reproduire, distribuer et communiquer cette création au public



modifier cette création

Selon les conditions suivantes :



**Paternité** — Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre).



**Pas d'Utilisation Commerciale** — Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.



**Partage des Conditions Initiales à l'Identique** — Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

Détails du contrat :

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/fr/legalcode>